

Avril/April 2025



Beci

Brussels

Brussels Community Magazine

Cet exemplaire ne peut être vendu.
Mensuel - Ne paraît pas en janvier, juillet et en août
Verschijnt maandelijks - Niet in januari, juli en augustus
Editeur responsable/Verantwoordelijke uitgever:
Thierry Geerts

Bruxelles 1050 Brussel - Belgique/België
Beci - Avenue Louise 500 Louizalaan



PB-PP | B-00054
BELGIE(N) - BELGIQUE
P505378



Brupartners : la concertation tient bon dans la tempête

Brupartners: overleg doorstaat de storm



Wassima Hadi, l'entrepreneure née p. 4

p. 15

Une réorganisation pour
Bruxelles ? Non peut-être !

p. 20

Export woes?
Let the EEN help

p. 22

ING en Beci: een partnership
voor ondernemers

Edito

Gouvernement absent, entrepreneur-es présent-es !

Toujours pas de gouvernement. Toujours pas de cap clair pour Bruxelles. Mais pendant que la politique hésite, l'économie, elle, continue d'avancer. Parce qu'une entreprise ne peut pas se permettre d'attendre qu'un accord tombe du ciel pour embaucher, investir, prendre des décisions.

Chez Beci, on n'a pas attendu non plus. Avec « Ras-le-Gouvernement ! », on a mis les pieds dans le plat. On a donné la parole aux entrepreneur-es qui, elles et eux, sont bien obligé-es de continuer à faire tourner la machine. On a dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas : Bruxelles a besoin de visibilité, de stabilité, d'un cadre clair pour avancer.

Mais parler, ça ne suffit pas. On a aussi agi. Avec les syndicats et forces vives de la Région, on a joué collectif. Parce que quand il s'agit de l'avenir économique de Bruxelles, on sait dépasser nos différences. On a signé des communiqués communs, aligné nos forces, porté un message clair : peu importe les sensibilités, une chose est sûre, on ne peut pas se permettre une capitale en stand-by. L'économie ne met pas sa croissance en pause sous prétexte que la politique tâtonne.

Ce combat n'est pas une première. Défendre les entrepreneur-es bruxellois-es, c'est l'ADN de Beci. Et ce travail, on ne le mène pas seuls. Car oui, il y a une réalité qu'on oublie parfois : même dans le flou politique, il y a des structures qui tiennent la barre. Brupartners en fait partie. Dans cette grande table de concertation, à laquelle nous siégeons depuis des années, on débat, on négocie, on fait entendre la voix des entreprises. On parle emploi, mobilité, logement, environnement. On construit, peu importe le climat gouvernemental.

C'est ce qu'il faut retenir de Bruxelles : une Région qui ne s'arrête jamais vraiment, même quand ses dirigeant-es hésitent. Une capitale portée par celles et ceux qui entreprennent, qui innoverent, qui prennent des risques. Et à leurs côtés, Beci continue d'agir, avec la même conviction : défendre les intérêts de ses entreprises qui font vivre l'économie bruxelloise.

Qu'un gouvernement arrive ou non, qu'il se mette en place demain, dans une semaine ou dans un mois, la vie économique ne l'attendra pas. Les entrepreneur-es non plus. Nous non plus.



Regering afwezig, ondernemers aanwezig!

Nog steeds geen regering. Nog steeds geen duidelijke koers voor Brussel. Maar terwijl de politiek aarzelt, blijft de economie vooruitgaan. Want bedrijven kunnen het zich niet veroorloven om te wachten tot er een akkoord uit de lucht komt vallen voordat ze mensen aannemen, investeren en beslissingen nemen.

Bij Beci hebben we ook niet gewacht. Met "Ras-le-Gouvernement !" lieten we van ons horen. We gaven het woord aan de ondernemers die verplicht zijn om de boel draaiende te houden. We zeiden hardop wat veel mensen denken: Brussel heeft zichtbaarheid, stabiliteit en een duidelijk kader nodig om verder te kunnen.

Maar alleen praten is niet genoeg. We hebben ook actie ondernomen. Samen met de vakbonden en de drijvende krachten van het Gewest hebben we een collectieve rol gespeeld. Want als het over de economische toekomst van Brussel gaat, kunnen we onze verschillen opzij zetten. We hebben gezamenlijke persberichten ondertekend, onze krachten gebundeld en een duidelijke boodschap overgebracht: ongeacht de gevoeligheden is één ding zeker. We kunnen ons geen hoofdstad veroorloven die op stand-by blijft staan. De economie zet haar groei niet op pauze door de politieke besluiteloosheid.

Deze strijd is niet de eerste. Brusselse ondernemers verdedigen zit in het DNA van Beci. En dat doen we niet alleen, want ja, er is een realiteit die we soms vergeten: zelfs in de politieke mist zijn er organisaties die aan het roer staan. Brupartners is er daar één van. Aan deze grote overlegtafel, waar we al jaren aan zitten, debatteren we, onderhandelen we en laten we de stem van de bedrijven horen. We praten over werkgelegenheid, mobiliteit, huisvesting en milieu. We bouwen verder, ongeacht het politieke klimaat.

Dit is wat we moeten onthouden over Brussel: een Gewest dat nooit stilstaat, zelfs niet wanneer zijn leiders aarzelen. Een hoofdstad die gedreven wordt door mensen die ondernemen, innoveren en risico's nemen. En aan hun zijde blijft Beci actie ondernemen, met dezelfde overtuiging: de belangen verdedigen van de bedrijven die de Brusselse economie draaiende houden.

Of er nu een regering komt of niet, of die nu morgen, volgende week of volgende maand wordt gevormd, het economische leven zal er niet op wachten. De ondernemers ook niet. Wij ook niet.

Annick Hernot

Présidente de Beci - Voorzitter van Beci

Nos partenaires

Brupartners :

la concertation tient bon dans la tempête

Bruxelles attend toujours un gouvernement, mais tout ne tourne pas au ralenti. Dans l'ombre des négociations institutionnelles, certaines structures continuent de jouer leur rôle. Brupartners en fait partie. À cette grande table de concertation, on débat, on négocie, on construit.



© Photo de Nbrs Nbrs sur Unsplash

Dans l'édition précédente, nous espérions pouvoir vous écrire aujourd'hui : « Bonne nouvelle, Bruxelles a un gouvernement ! » Raté. Toujours pas de capitaine pour la Région. Pour autant, dans la capitale, le dialogue social ne s'arrête pas face à l'immobilisme. Depuis des années, Brupartners (et les conseils thématiques qui y sont hébergés) est la grande instance de concertation économique et sociale de la Région de Bruxelles-Capitale. Elle rassemble employeur-ses, classes moyennes, non-marchands, syndicats et représentant-es de la société civile autour des grands enjeux de la Région. Développement économique & emploi, Environnement & mobilité, Logement, Diversité... Tant pis pour l'incertitude institutionnelle : ici, on continue de travailler, qu'il y ait un gouvernement ou non.

On pourrait croire que, sans politique stable, ces discussions tournent à vide. Il n'en est rien. La concertation sociale n'attend pas une signature ministérielle pour exister. Au contraire, et Beci y siège depuis des années pour porter la voix des entreprises bruxelloises.

Pendant ce temps-là, chez Brupartners

Alors que Bruxelles attend toujours la formation d'un nouveau gouvernement, Brupartners continue son travail. Ce n'est pas la première fois que la Région évolue dans un flou institutionnel, et ce ne sera sans doute pas la dernière. C'est justement dans ces moments d'incertitude que le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale prouve son utilité. Les échanges se poursuivent, les discussions avancent, les décisions se préparent. Dans l'ombre des débats institutionnels, des dossiers continuent de progresser.

Quel avenir pour le site d'Audi ? Quels sont les enjeux d'une réforme du plan régional d'aménagement du territoire pour les entreprises bruxelloises ? Quelles implications pour les micro-entreprises suite à la mise en place de l'ETS II ? Quelles directions doit prendre le prochain plan régional de mobilité ? Ce sont ces questions, et bien d'autres, qui animent les discussions au sein de Brupartners. La politique met du temps à trancher ? Lorsque le prochain gouvernement prendra ses fonctions (car cela arrivera un jour), il trouvera des propositions prêtes et des solutions sur la table.

Au-delà des clivages

Bien qu'il soit facile de diviser le monde économique et les syndicats, ou les entreprises et les travailleur-euses, Bruxelles impose une vision plus large. Dans un contexte d'incertitude, les forces vives de la Région ont fait le choix du collectif, au-delà de leurs divergences idéologiques. Après le manifeste « Ras-le-gouvernement ! » des partenaires sociaux dénonçant l'inaction du gouvernement, Beci et la FGTB ont co-signé une lettre ouverte adressée au formateur-ices bruxellois-es.

« Bruxelles doit continuer à bruxeller et cela encore pour longtemps », plaide cette lettre. Ce clin d'œil à Jacques Brel est un appel à ne pas laisser l'incertitude

Beci, en tant que chambre de commerce de Bruxelles, représente et défend les intérêts des entreprises bruxelloises auprès des institutions publiques et des représentant-es politiques. Plus d'informations sur nos engagements sur notre site web :



institutionnelle freiner la dynamique économique et sociale. Ce sont les entreprises, les travailleurs, les travailleuses et les habitant-es qui en paient le prix. Pour les partenaires sociaux, hors de question de rester immobile : « Bruxelles doit être à la hauteur de son titre de grande capitale européenne : multiculturelle, dynamique, vivante, innovante et sûre. », rappellent Beci et la FGTB.

L'espoir était de pouvoir, dans ce numéro, vous parler d'un gouvernement fraîchement formé. Ce n'est pas encore le cas. Mais ce qui est sûr, c'est que Bruxelles ne reste pas immobile. Tant que des structures comme Brupartners existent, la Région de Bruxelles-Capitale continue de fonctionner. Et c'est peut-être ça, au fond, la meilleure des assurances pour l'avenir.

« Bruxelles doit continuer à bruxeller ! » : la lettre ouverte de Beci & FGTB aux informateurs bruxellois :



Les représentant-es bruxellois-es des entreprises, et des travailleur-ses en ont « Ras-le gouvernement ! » Pour voir la vidéo, c'est ici :





Wassima Hadi, l'entrepreneure née

Entreprendre, chuter, se relever. Wassima Hadi a tout vécu. Après une première boîte, une faillite et quelques années dans le salariat, la responsable financière de Beci renoue avec son premier amour : l'entrepreneuriat. Elle nous livre son parcours sans filtre, entre doutes, résilience et soif de (re)créer.



Wassima Hadi a toujours eu l'entrepreneuriat dans le sang. Issue d'une famille d'entrepreneur-es sur plusieurs générations, elle se lance très tôt dans l'aventure en reprenant une entreprise familiale d'électroménager. Un défi colossal pour une jeune diplômée de 22 ans, qui apprend à gérer achats, ventes, installations et assurances. Pendant cinq ans, elle affronte les réalités du métier, les doutes et les difficultés, jusqu'à la faillite de son entreprise, marquée par des événements imprévus.

Pour se remettre sur pied, elle rejoint le salariat et découvre un nouvel univers, non sans épreuves. Son expérience d'indépendante freine son recrutement, mais elle parvient à rebondir et à s'épanouir dans le secteur privé. Elle y développe des compétences en gestion, en négociation et en leadership, qu'elle mettra bientôt à profit pour un nouveau projet.

Aujourd'hui, cela fait presque de cinq ans qu'elle est responsable financière de Beci, où elle déploie son expertise et son énergie pour accompagner les entreprises bruxelloises.

Pour autant, fidèle à sa nature d'entrepreneure, Wassima ne perd jamais le goût de se relancer. L'appel de l'entrepreneuriat est trop fort. Après 7 ans, elle revient à ses premiers amours, portée par sa détermination et sa volonté de créer à nouveau.

Ton parcours est particulier : d'entrepreneure à salariée, tu retournes à l'entrepreneuriat. Finalement, quand on y goûte, on a toujours envie de revenir ?

C'est un peu ça. L'entrepreneuriat, c'est avant tout une énergie, un dynamisme : quand on est entrepreneur-e un jour, on l'est toujours. J'ai grandi dans une famille d'entrepreneur-es, donc c'est dans mon ADN. Même en tant que salariée, j'ai toujours cherché à développer des projets, ce qui m'a permis de rester dans le privé pendant près de 7 ans. Cela m'a nourrie, mais l'entrepreneuriat reste mon premier amour.

Dès la fin de tes études, tu reprends une entreprise familiale...

Oui, à 22 ans, mon père m'a poussée à ouvrir ma propre boîte. C'était ma vraie première expérience dans le monde du travail. J'ai douté, je me suis posée des questions, surtout que l'électroménager est loin d'être un secteur facile. Je me suis alors vite rendue compte de l'ampleur des responsabilités : gérer les achats, les ventes, les installations, et les assurances. C'est comme cela que j'ai commencé à développer l'entreprise, mais malheureusement, il y a d'autres événements qui se sont suivis. Nous avons connu le Covid avant l'heure, et l'entreprise a fait faillite. Ça n'a pas été facile, mais j'ai appris.



L'entrepreneuriat reste mon premier amour

Ensuite, tu deviens salariée. N'était-ce pas difficile ?

Au départ, oui. C'était un changement brutal, surtout après avoir pris des cautions solidaires et investi toutes mes économies dans l'entreprise. Il me fallait un travail pour pouvoir rembourser les dettes que j'avais contractées. Ce qui était difficile, c'était le recrutement. Beaucoup de recruteurs et recruteuses voyaient mon profil d'entrepreneure comme un obstacle. Mais j'ai finalement trouvé un job dans une entreprise où j'ai géré un département pendant six mois. Ensuite, j'ai atterri chez Beci.

Chez Beci, tu continues de gérer des projets. Finalement, cet esprit « à responsabilités » ne t'a jamais quitté, pas vrai ?

Exactement ! Chez Beci, je gère des projets de médiation et de PRJ (N.D.R.L. Procédure de Réorganisation Judiciaire), ce qui me permet de rester

dans un rôle de gestion, et proche des entreprises. Mon côté entrepreneure revient toujours, je peux continuer à mettre en place des initiatives ayant un impact sociétal.

Ton expérience en tant que salariée a-t-elle changé ta vision de l'entrepreneuriat ?

Oui, j'ai gagné en maturité. J'ai quand même près de 12 années d'expérience à mon compteur, et quand j'ai démarré mon entreprise, je n'en avais zéro. Aujourd'hui, j'ai pris du recul et j'ai appris que « l'entreprise ne doit pas devenir toi ». J'avais tendance à ne pas faire la différence entre l'état de mon entreprise et mon état personnel. Si l'entreprise allait mal, je ne me donnais pas le droit d'aller bien. C'est une erreur que je ne compte plus refaire.

Le salariat m'a aussi apporté de la confiance en moi et m'a permis de mieux m'entourer. La dynamique de Beci – qui reste proche du monde entrepreneurial – m'a également fait ressentir cette énergie au contact des événements, comme les Scale-Up Night ou l'ESG Boost où les intervenant-es m'ont toujours inspirée. Je sais que moi aussi, je peux en faire partie, alors qu'à l'époque, je ne m'en sentais pas vraiment capable. Et puis, j'ai appris que le réseautage était important.

À quel moment t'es-tu dit qu'il était temps de te relancer ?

J'ai toujours voulu me relancer, mais je n'étais jamais sûre du moment. J'ai eu une sorte de traumatisme après la faillite de mon entreprise. Donc, j'en ai toujours eu envie, mais j'avais peur. Et puis, je savais que je me lancerais uniquement quand j'aurais un projet solide et qu'une opportunité s'offrirait à moi, et maintenant c'est le cas. Je me suis toujours dit que si je devais partir de chez Beci, ce serait pour créer ma propre boîte et jamais pour aller ailleurs.

Si tu devais déconstruire une idée reçue sur l'entrepreneuriat, laquelle ce serait ?

Il y en a deux. D'abord, l'idée que l'entrepreneuriat ne serait pas fait pour les femmes. Beaucoup d'entre elles, même lorsqu'elles sont invitées à participer à des panels, doutent de leur légitimité. Pourtant, elles ont autant de place que les hommes. J'aimerais qu'on comprenne qu'au travail, nous ne sommes ni homme ni femme, mais avant tout des êtres humains avec les mêmes capacités intellectuelles.

Ensuite, une autre idée reçue, c'est que l'entrepreneur-e est seul-e. Mais si j'ai bien un conseil à donner, c'est : « Non, vous ne l'êtes pas ! ». Il existe des aides en cas de difficultés, que ce soit au niveau administratif et financier ou auprès de votre entourage.

Si tu avais un miroir de la Wassima « d'avant », que lui dirais-tu ?

Cette question m'émeut – *rire* – ! La Wassima d'avant doutait énormément de ses capacités, mais en fait elle était capable beaucoup plus qu'elle ne le pensait. Je lui dirais : « Ce n'est pas grave si tu tombes, tu te relèveras et tu apprendras. La vie n'est pas faite uniquement pour réussir, et il n'y a pas d'échec dans la vie. » Je lui citerais aussi Nelson Mandela : « Je ne perds jamais. Soit je gagne, soit j'apprends ».



Non, les entrepreneur·es ne sont pas seules !

La Wassima d'avant avait peur de son avenir, mais je la rassurerais en lui disant qu'il y a de la bienveillance autour d'elle, même si tout n'est pas rose. Aujourd'hui, on se relance, et on aura toujours des doutes, mais ce n'est pas grave, car dans la vie, on n'est jamais sûres à 100 %.

■ Era BALAJ
eba@beci.be



« Si votre entreprise ne va pas bien, ne culpabilisez jamais. Gardez confiance en vous, vous êtes beaucoup plus capable que vous ne le pensez ! » - Wassima Hadi, lors du « Elle Active Forum », chez Beci (novembre 2024).

Odoo: growth, a matter of endurance



Fabien Pinckaers, Odoo's CEO, during our Scale-up Night

Every last Tuesday of the month, Beci gives the floor to those who shape the future of entrepreneurship. On 25 February, during the Scale-Up Night, Odoo CEO Fabien Pinckaers shared insights into his journey, filled with challenges and rapid growth.

The story of Odoo began in 2002, a long way from the flourishing company it is today. At the time, resources were limited and the question of paying salaries arose regularly. Nevertheless, Fabien Pinckaers stayed the course with a seemingly simple idea: to offer a business management software package that was both powerful and easy to use.

'The key is to keep things simple', he explains. A principle that has guided Odoo's development and remains at the heart of its success. Today, the company has almost 5,000 employees and is present in 14 countries, with a toolset covering all the needs of SMEs, from accounting to stock management.

With an annual growth rate of 50%, Odoo is making steady progress. 'It's great, but it's not massive either. It's not a 100% growth rate, but our strength lies in the fact that we've done it every year for the past 20 years', Fabien Pinckaers points out.

This consistency is what makes the company so solid.

And his advice for entrepreneurs? Don't hesitate too much, just take the leap. 'Just do it', he says. A mantra that has made Odoo a success story.

We share inspirational stories like those of Fabien Pinckaers with you every month during the Inspirational Scale-Up Night organised by Beci. Come listen to them and talk to these entrepreneurs who have managed to scale up. Check out our agenda.



Rejoignez la communauté Entrepreneurship de Beci





ESG explained!

It seems as if, only a few years ago, anyone talking about sustainability in a business context was using the initials CSR – corporate social responsibility.



BECI's recent ESG for all event: Pierre Hermant from *finance&invest.brussels*, Alexandre Helson from *Maison Dandoy* and Philippe Lovens from *urbike* shared their visions and commitments.

In 2025 the buzz phrase seems to be ESG. But what is ESG and how does it differ from CSR? Do you need to do them both? How? And what are the benefits? Our handy guide will tell you everything you need to know about ESG.

Alphabet soup?

First let's untangle these three letters. ESG stands for Environmental, Social and Governance. And it's all about measuring an organisation's performance in these areas. Meanwhile, corporate social responsibility describes the strategies companies use to ensure they are acting ethically. So it sounds like they're similar. And many sources conflate the two. But in fact they're two different ways of viewing a company, from very different perspectives. CSR originated as a kind of self-regulation, which has since expanded in many countries into a series of mandatory schemes. And although ESG explores similar topics, it's actually a principle that allows investors to take sustainability issues into account in their investment decisions.

ESG ratings

There are two sides to ESG – the work done by the company to improve its environmental and social impacts and its governance, and the opinion outside bodies have of that work. These outside bodies are called ESG rating agencies, and they evaluate companies based on publicly available information, including annual reports and media sources. They then allocate the company a score for each environmental, social and governance topic, which go to make up an overall ESG rating.

The underlying purpose of ESG ratings is to quantify the often fuzzy concept of sustainability, enabling investors to achieve better risk-adjusted returns.

ESG in practice: frameworks

As you might expect, achieving better results in the areas affecting ESG scores means first assessing the organisation's impacts in its environmental, social and governance spheres, in order to set targets for improvement.

This assessment is usually structured using an ESG framework, which lays out the metrics to be used by the company, together with the format and reporting frequency. Frameworks can be tailored to the industry or sector, and should be selected based on factors such as:

- **Where the organisation can make the most impact.** The organisation identifies the social and environmental factors where it can most effectively and quickly achieve positive change, and then chooses an appropriate ESG framework.
- **Stakeholder expectations.** Different stakeholders use ESG information in different ways, and it needs to be structured to allow them to do this as easily as possible. For instance, consumers and employees require disclosures based on the UN Sustainable Development Goals.
- **Geography or sector.** Companies working within a specific sector or geographical area may be forced to work with a particular framework. The EU's Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) is such a framework.

ESG in practice: double materiality

Another sustainability concept that seems to be everywhere these days is 'materiality'. This is a short but somewhat opaque way of saying "the things that matter to your company". And obviously these differ from one business to another.

Companies have long worked with *financial materiality* – in other words, an outside-in perspective on the external factors that can influence the company's financial performance. But this is now being tied directly to sustainability and a focus on the environmental, social and governance factors that can entail risks and opportunities affecting a company's cash flow generation and revenue growth.

Meanwhile, the CSRD, for example, imposes a double materiality approach with the addition of impact materiality, which examines how the company's operations and its supply chain have short, medium or long-term impacts on people and the environment – an inside-out perspective.

As of 2025, double materiality reporting applies to EU companies with more than 250 employees, but it's likely to be expanded in the future. So smaller companies can get a head start on their competitors by beginning to think now about how their business model might need to be transformed to streamline the capture and reporting of materiality data.

The overlap between ESG and CSR

But do organisations still have to work with both ESG and CSR? Well, yes. But rather than a dual burden, they can be viewed as complimentary tools to help the organisation achieve better results while promoting sustainability.

Because ESG is all about metrics, it produces data that can be useful in driving the company's corporate social responsibility process.

For example, insights into the organisation's carbon footprint can help identify ways to reduce it. Such improvements to supply chain practices or investments in renewable energy can then be incorporated into the company's CSR plan.

What are the benefits of ESG?

As we've just seen, in addition to improving outcomes for investors, ESG ratings can also provide a useful tool for guiding decision-making and improving sustainability performance. And this is one of the major benefits of ESG. Any entrepreneur knows that it can sometimes be difficult to motivate internal stakeholders to make sustainability-boosting alterations. But an ESG focus can help focus the business on specific areas of weakness – as well as highlighting its strengths – and can thus drive change by explaining exactly how these areas are relevant to the sustainability of the organisation – and the planet.

Are there any disadvantages?

ESG has come in for criticism on various grounds, largely relating to the fact that it is still a new concept that isn't yet firmly established in terms of credibility and standardisation.

- Large companies with extensive negative impacts in terms of the UN's global goals have sometimes used ESG as a greenwashing measure. This is in part due to the emergence of a raft of unscrupulous certification bodies willing to paint their clients in a better light.
- But even in the absence of deliberate fraud, companies with higher ratings don't necessarily have positive environmental, social and governance impacts – their operations may simply represent low risks in these areas.
- ESG as the basis for investment has also encountered resistance from investors who want their pension funds maximised without taking into account what they view as unnecessary sustainability aspects.
- Another major criticism of ESG has been the fact that the ratings have frequently been inconsistent between the different ratings agencies. And it's been widely agreed that ratings must be transparent and based on standard methodologies if they are to foster greater confidence amongst investors.

However, the EU has recently adopted a new regulation that targets enhanced reliability and comparability of ESG ratings. So we can expect ESG ratings to become more consistent – and thus more important – in the future.

But regardless of these considerations, it's important to remember that ESG criteria aren't merely a list of obligations to be fulfilled. They also represent an opportunity for companies to redefine their business model and hone their long-term development strategy.

In conclusion

In many ways, ESG can be viewed as an expansion of CSR, as it covers many of the same topics. And in the future there will be increasing pressure on organisations to incorporate both approaches into their business strategy.

So what's the best way to get started with approaching ESG in your business? Well, why not join BECI's structured and comprehensive ESG Boost

programme? The programme consists of two six-month phases, with one compulsory and one optional day per month, to guide you through each stage of your transition.

You'll discover not only how to incorporate ESG into your organisation, but also how changing your business model with ESG can offer genuine opportunities for streamlining and growth. And, of course, you get to learn from and with the other entrepreneurs in your cohort.

For more information on the ESG Boost programme, contact **Catherine Mertens, cm@beci.be**.

■ Jane Davis

Corporate governance: wie beslist en hoe?

ESG-criteria (environment, social en governance) meten de duurzame en sociale impact van een bedrijf. Hoewel de milieu- (E) en sociale (S) aspecten vaak de aandacht trekken, is het toch noodzakelijk om een degelijk kader te hebben om deze verplichtingen te structureren en na te komen. Dit is waar governance (G) om de hoek komt kijken. Maar wat is "deugdelijk bestuur" precies?

Een goed bestuurd bedrijf is eerst en vooral een bedrijf dat weet hoe het werkt. Wie neemt de beslissingen? Volgens welke regels? Hoe kunnen belangenconflicten worden vermeden? Hoe kunnen we ervoor zorgen dat verbintenissen worden nagekomen? De Federale Overheidsdienst (FOD) Economie definieert governance als het kader dat het beheer en de controle van een onderneming organiseert. Het is gebaseerd op ogenschijnlijk eenvoudige principes: transparantie, verantwoordelijkheid en onafhankelijkheid.

In België bestaan er verschillende hulpmiddelen om deze governance te structureren. De Code Buyse, herzien in 2017, biedt bijvoorbeeld richtlijnen voor niet-beursgenoteerde bedrijven, waarbij de nadruk wordt gelegd op de onafhankelijkheid en de betrokkenheid van de raden van bestuur. De OESO (Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling) wijst er van haar kant op dat governance in de eerste plaats een kwestie van vertrouwen is: zonder duidelijke regels is het moeilijk om financiële steun aan te trekken, talent te behouden of degelijke partnerschappen aan te gaan.

Waarom is governance zo belangrijk? Omdat goed bestuur ervoor zorgt dat beslissingen die aan de top van het bedrijf worden genomen, verantwoord en ethisch zijn en ondersteund worden door transparante praktijken.

Dus wat is goed bestuur? Een kader dat een bedrijf niet alleen helpt om zijn ESG-beloften te tonen, maar ook om te bewijzen dat ze meetbaar en duurzaam zijn. Zonder deze structuur dreigen zelfs de beste projecten op het gebied van milieu of sociale verantwoordelijkheid te mislukken.

■ Era BALAJ
eba@beci.be



Bij Beci moedigen we bedrijven aan om ESG-criteria te integreren in hun organisatie.

We ondersteunen hen ook via opleidingen, workshops en evenementen. Hier zijn de volgende evenementen:



Word lid van Beci's
ESG-community



NEWSLETTER

UW WEKELIJKSE SHOT INSPIRATIE



SCAN DE QR-CODE
EN ONTVANG ELKE WEEK
DE NIEUWSTE HOTSPOTS
IN UW MAILBOX.

VOLG ONS OP



CREDIT: TOBIAS KELLER, THOMAS BOXMA, JASEEL T / UNSPLASH, EVA BEEUSAERT.

Bruxelles : diversité ancrée, inégalités tenaces

Avec 77,9 % de sa population d'origine étrangère, Bruxelles incarne la diversité. Pourtant, le dernier Rapport Diversité 2024 du SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale révèle des inégalités persistantes : accès à l'emploi, salaires, qualité du travail. Où en est réellement la capitale ?



Bruxelles est une ville-monde et se distingue par son cosmopolitisme. Le Rapport Diversité 2024, publié par le SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale en collaboration avec Unia, révèle qu'en 2021, près de 8 Bruxellois-es sur 10 étaient d'origine étrangère, une proportion sans équivalent en Belgique. Pourtant, cette diversité peine encore à se traduire par une réelle égalité des chances sur le marché du travail.

« Le marché du travail belge reste fortement segmenté », observe le rapport. Le taux d'emploi des personnes d'origine belge atteint 77,2 %, contre 59,3 % pour celles d'origine non-belge. Plus frappant encore : pour les travailleur-euses issu-es d'un pays hors Union européenne, le taux d'emploi chute à 54,2 %. À titre de comparaison, en Flandre et en Wallonie, ces écarts sont moins marqués, bien que toujours présents. « Le marché du travail bruxellois reste segmenté, et l'origine continue d'influencer les opportunités d'emploi », observe le rapport.

Chômage et précarité : Bruxelles, un cas à part

Là où Bruxelles se distingue également, c'est dans les disparités de chômage. Alors que son taux s'élève à 7,5 % chez les personnes d'origine belge, il grimpe à 17,4 % pour les travailleurs et travailleuses venu-es d'un pays hors UE. Une double peine qui s'accroît lorsqu'on regarde les contrats et la qualité de l'emploi : les personnes d'origine étrangère occupent plus souvent des postes précaires, sous-payés ou à temps partiel subi.

Les écarts salariaux sont, eux aussi, révélateurs : en moyenne, un-e employé-e d'origine non belge gagne entre 15 et 20 % de moins qu'une personne d'origine belge occupant un poste équivalent. Pourquoi ? Parce

qu'elles sont surreprésentées dans les secteurs les moins rémunérateurs : nettoyage, Horeca, logistique, tandis que les emplois mieux payés, dans les secteurs de la finance, des technologies ou de l'administration, restent majoritairement occupés par des Belges d'origine. Cette situation n'est pas propre à Bruxelles, mais elle y est plus marquée.

Secteur public : un rôle modèle à parfaire

L'emploi des personnes d'origine étrangère se concentre dans certains secteurs, notamment le commerce, les services administratifs et de soutien, ainsi que la santé. En revanche, elles restent sous-représentées dans l'administration publique et l'industrie manufacturière.

Si le recrutement dans le secteur public est théoriquement encadré, les postes de direction restent largement occupés par des employé-e d'origine belge. De plus, la proportion de salarié-es d'origine étrangère dans la fonction publique est inférieure à celle du secteur privé, notamment pour les emplois les plus qualifiés.

Cette situation interroge, car toujours d'après le rapport, les pouvoirs publics devraient jouer un rôle exemplaire en matière d'inclusion. En comparaison, en Flandre, certaines administrations ont mis en place des quotas ou des objectifs chiffrés pour encourager la diversité dans les recrutements.

Femmes, handicap et maladie de longue durée : la triple exclusion

Malgré les avancées, le rapport observe des discriminations systémiques. L'origine n'est pas le seul

facteur d'inégalité sur le marché du travail bruxellois. Les femmes, et surtout les mères, sont souvent cantonnées au temps partiel subi, à des emplois moins valorisés et un accès limité aux promotions.

Ensuite, les personnes en situation de handicap affichent un taux d'emploi bien inférieur à la moyenne et peinent à obtenir des aménagements adaptés, ce qui entrave leur insertion professionnelle. Quant aux malades de longue durée, dont le nombre ne cesse d'augmenter, beaucoup décrochent du marché du travail et ont du mal à y revenir, en particulier celles et ceux disposant de qualifications limitées.

Les personnes portant un nom à consonance étrangère ont, à compétences égales, moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche. Le rapport souligne également que les 55 ans et plus, en particulier lorsqu'ils cumulent plusieurs critères de discrimination, ont du mal à retrouver un emploi stable. Dès lors, le dernier Rapport Diversité insiste sur l'urgence d'une véritable politique d'accompagnement ciblée.

Vers un marché du travail plus inclusif ?

Face à ces constats, le Rapport Diversité 2024 préconise un renforcement des mesures en faveur de l'égalité des chances. Il insiste notamment sur la nécessité de diversifier davantage les recrutements, y compris dans le secteur public, afin que les institutions reflètent mieux la diversité de la population. Le document met également en avant l'importance d'améliorer les formations et de développer des passerelles vers l'emploi, en particulier pour les personnes issues de l'immigration.

Enfin, le rapport souligne l'importance de mieux encadrer et sanctionner les discriminations à l'embauche, en renforçant les contrôles et en appliquant des mesures plus strictes à l'encontre des employeur-euses qui ne respecteraient pas les principes d'égalité de traitement.

En somme, Bruxelles a encore du chemin à parcourir pour réduire ces inégalités. Toutefois, en s'appuyant sur ces données et en adaptant ses politiques, la Région peut progresser vers un marché du travail plus inclusif. Le Rapport Diversité 2024 rappelle qu'une inclusion réelle ne peut être le fruit du hasard, mais d'une volonté politique et économique forte.

■ Era BALAJ
eba@beci.be

AVEC LE SOUTIEN D'
MET DE STEUN VAN



A woman with curly hair, wearing a blue button-down shirt, is looking towards another person with curly hair whose back is to the camera. The background is a light-colored wall with a grid pattern and yellow curved lines in the upper right corner.

Et vous, comment ça va ?

En tant qu'indépendant on ne prend pas toujours le temps de se poser la question.

Scannez ce code QR pour savoir comment vous allez réellement.



**feeling
Great**
by Partena Professional

L'industrie urbaine à Bruxelles, le retour aux sources

Autrefois considérée comme la capitale des services, Bruxelles cache sous ses pavés une industrie urbaine en constante réinvention. De son passé glorieux à son avenir plus vert et plus connecté, l'industrie bruxelloise connaît un renouveau plutôt remarquable.



© Era Balaj

Beci et ses membres, lors de la visite de l'usine à coques de Vivaqua, à Anderlecht.

À Bruxelles, l'industrie urbaine n'a pas dit son dernier mot. Si la capitale a longtemps été dominée par les services, son passé industriel n'est pas un souvenir révolu. En réalité, elle est aujourd'hui au cœur d'une transformation, redécouvrant un secteur capable de s'adapter aux défis contemporains. Non pas que cette réindustrialisation se résume à un retour en arrière, mais aujourd'hui, elle est capable de répondre aux enjeux écologiques tout en soutenant l'emploi et l'économie locale. Une évolution délicate, qui doit jongler avec les exigences de la ville moderne, sa densité croissante, et les impératifs environnementaux. Si le chemin est semé d'embûches, des initiatives comme la création d'une usine à coques de Vivaqua démontrent qu'un avenir industriel durable à Bruxelles est bel et bien possible.

Une ville industrielle au cœur de l'Histoire

Depuis le Moyen Âge, Bruxelles a toujours été un centre de production textile, notamment de laine. Au fil du temps, l'industrie bruxelloise s'est diversifiée, intégrant des secteurs comme la métallurgie, la chimie et l'agroalimentaire. Pourtant, c'est au XX^e siècle que la capitale a connu son apogée industrielle, avec des secteurs comme la confection, l'automobile et les produits chimiques, faisant d'elle la première ville industrielle du pays. En 1970, Bruxelles était encore en tête de course, mais une cinquantaine d'années plus tard, la part de ce secteur dans l'économie de la Région a considérablement diminué.

Comme beaucoup de grandes villes européennes, Bruxelles a dû faire face à une désindustrialisation

progressive dès la fin des années 1960. Les changements économiques mondiaux, les délocalisations et l'évolution technologique ont conduit à une diminution des espaces industriels. D'après *perspective.brussels*, de 1997 à 2021, la superficie dédiée aux locaux industriels à Bruxelles a diminué de 24%, passant de 5.722.500 m² à 4.330.000 m². Cette réduction est en grande partie due à la reconversion de ces espaces en logements et équipements publics.

Vers une réindustrialisation de Bruxelles

Cependant, malgré cette réduction, Bruxelles maintient une présence industrielle notable. Des entreprises comme Vivaqua illustrent cette dynamique. En 2020, l'entreprise belge de production et distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées a inauguré à Anderlecht, une usine dédiée à la fabrication de coques en polyester renforcé de sable et de fibres de verre. Celles-ci sont utilisées pour rénover les égouts bruxellois, prolongeant leur durée de vie de 70 ans sans nécessiter de travaux de remplacement intensifs.

Avant la construction de cette usine, l'entreprise dépendait de fournisseurs étrangers, ce qui entraînait des coûts élevés et des délais de livraison incertains. La production locale a ainsi permis de réduire les émissions de CO₂ liées au transport de 60 % et offre un potentiel de réduction supplémentaire de 90 % en s'approvisionnant en matières premières auprès d'acteurs belges. Laurence Bovy, directrice générale de Vivaqua explique : « Nous avons mis fin à une

espèce d'hérésie écologique parce que ces coques que nous achetions à l'étranger pesaient plusieurs tonnes. Pour les faire venir, elles passaient par un bateau, et puis par un camion jusqu'au centre de Bruxelles. En termes écologiques, cela représentait beaucoup de tonnes de CO₂. Alors que maintenant, nous les produisons à proximité des chantiers. »

L'emploi, doucement mais sûrement

La relocalisation de la production des coques d'égouts par Vivaqua n'a pas seulement permis de réduire l'empreinte écologique, elle a également eu un impact direct sur l'emploi local. « Nous avons voulu recréer de l'emploi industriel à Bruxelles, et surtout recréer du savoir-faire, car il n'y a pas d'école qui forme les ouvrier-ères à produire des coques en Belgique. L'industrie urbaine permet de créer des emplois ouvriers, ce qui est rare dans une capitale », observe Laurence Bovy. L'usine d'Anderlecht a ainsi généré 25 emplois directs. Un chiffre modeste, mais hautement symbolique dans une ville où l'industrie s'est effacée au fil des décennies.

D'après Citydev.brussels, l'organisme public en charge du développement urbain de la Région de Bruxelles-Capitale, l'emploi industriel a diminué de 60 % depuis 1995, atteignant 17.000 postes en 2023, soit seulement 2,3 % de l'emploi régional. Néanmoins, quelques secteurs montrent une résilience notable. L'agroalimentaire et la réparation de machines, par exemple, font preuve de stabilité. Selon Actiris, malgré la désindustrialisation progressive, certains domaines industriels continuent de jouer un rôle important dans l'économie locale. Par exemple, l'Horeca est le deuxième employeur d'ouvrier-ères à Bruxelles, représentant environ 16 % de l'emploi ouvrier.



© Maitlys Charlier Zenari

Les coques sont fabriquées en sable, fibres de verre résine et pèsent jusqu'à 300 kilos.



© Maitlys Charlier Zenari

L'installation de l'usine à coques de Vivaqua à Anderlecht est une première en Belgique.

Comment (re)trouver sa place en ville ?

Aujourd'hui, même si l'industrie urbaine se développe plus qu'auparavant, il reste des obstacles importants à surmonter pour dynamiser véritablement ce secteur à Bruxelles. La CEO de Vivaqua souligne que l'obtention des permis est un processus long et complexe, impliquant de nombreux acteurs de la Région. Dans le cas de la construction d'une usine de production de coques, cela a entraîné des surcoûts, notamment pour l'ajout d'une double peau à l'usine et l'installation d'une toiture verte, imposés par les autorités pour minimiser l'impact visuel et environnemental du projet.

Par exemple, l'usine a dû installer des filtres pour réduire les odeurs liées à l'utilisation de styrène, un produit chimique utilisé dans la fabrication des coques. Bien que ces mesures aient été nécessaires

pour apaiser les inquiétudes des voisins, elles ont prolongé le processus et augmenté les coûts, rendant le développement industriel en milieu urbain particulièrement complexe.

Enfin, « Le terrain industriel disponible est rare à Bruxelles », constate Laurence Bovy. La densité croissante de la ville et la nécessité de concilier différentes fonctions urbaines, telles que l'habitat, la mobilité et l'industrie, rendent le développement industriel dans la capitale difficile, mais nécessaire pour assurer la diversité économique de la ville.

Il y a bien sûr la fermeture d'Audi Brussels. Le site de l'usine, avec ses 54 hectares à Forest, laisse un vide dans l'économie locale. Pourtant, cet espace pourrait être réutilisé pour des projets industriels durables, offrant à Bruxelles l'opportunité de reconquérir une partie de son passé industriel.



© Maitlys Charlier Zenari

Les coques de Vivaqua sont produites près des chantiers et permettent de prolonger la durée de vie de 70 ans des égouts bruxellois.

En conclusion, l'industrie urbaine à Bruxelles

Autrefois considérée comme la capitale des services, Bruxelles redécouvre peu à peu son identité industrielle. Après des décennies de désindustrialisation, la capitale amorce une réindustrialisation grâce à des projets novateurs qui combinent écologie et économie. Si l'industrie bruxelloise n'est plus ce qu'elle était, elle trouve désormais sa place dans un avenir plus vert et connecté, avec des initiatives comme celles de Vivaqua, qui redynamisent l'industrie urbaine.

En conclusion, bien que l'industrie bruxelloise ait connu un déclin à un moment de son histoire, elle s'inscrit aujourd'hui dans une démarche de modernisation, d'innovation et de durabilité. Loin d'être un simple vestige du passé, elle représente une réinvention intelligente et responsable de ce secteur.

■ Era BALAJ
eba@beci.be

Vivaqua : l'industrie urbaine au cœur d'Anderlecht

Beci s'est rendu chez Vivaqua pour découvrir son usine à Anderlecht. Construite en 2020, elle fabrique des coques pour prolonger de 70 ans la durée de vie des égouts bruxellois, sans avoir à les remplacer. Une première en Belgique.

Depuis 2015, Vivaqua cherchait une solution pour moderniser le réseau d'égouts de la capitale. Plutôt que de démolir et remplacer les canalisations, l'entreprise a choisi de produire en interne ces coques, réduisant ainsi les coûts et l'empreinte carbone. Chaque coque, pesant entre 250 et 300 kilos, est fabriquée avec du sable, des fibres de verre et de la résine, puis soumise à un contrôle qualité rigoureux.

Avec une trentaine de collaborateurs, l'usine produit jusqu'à neuf coques par jour, contribuant à la réhabilitation des 223 kilomètres d'égouts restants à moderniser. À ce jour, plus de 200 kilomètres ont déjà été restaurés. « Nous avons pris la décision de fabriquer nous-mêmes ces matériaux qui coûtent cher », explique Olivier Broers, directeur des études, de la logistique et du laboratoire. Les ouvriers et ouvrières ont été formés sur site : « Il a fallu tout apprendre, mettre en place une nouvelle expertise en un an et demi », rappelle le directeur du laboratoire.

Pour Beci, cette visite illustre l'importance de soutenir les entreprises qui innovent dans la gestion des services publics. C'est d'ailleurs au détour d'une rencontre organisée par Beci que Vivaqua a pu renforcer sa collaboration avec ses partenaires. Une preuve, s'il en fallait, que le dialogue entre acteurs économiques et institutionnels ouvre la voie à des solutions durables pour Bruxelles.

Découvrez l'article complet sur notre blog !



■ Era BALAJ
eba@beci.be



Data centers : quels enjeux pour Bruxelles ?

À l'heure où les données sont l'or noir du XXI^e siècle, Bruxelles doit accélérer sa transition numérique. Bien que la Belgique fasse partie des pays les mieux connectés, elle reste dépendante des serveurs étrangers. Pourtant, la capitale européenne est en passe de changer la donne.



Actuellement, une grande partie des entreprises bruxelloises dépend de serveurs situés à l'étranger, principalement en Amérique du Nord. Toutefois, ce constat doit être nuancé. Si cette dépendance a longtemps été perçue comme un frein, « il faut rappeler que la Belgique fait partie des pays les mieux connectés au monde et dispose déjà de certaines des infrastructures les plus avancées, comme en témoignent les énormes capacités de stockage à Ghlin (Mons) », explique Thierry Geerts, CEO de Beci. Ce retard ne doit donc pas être une fatalité.

Cette année 2025, un nouveau data center de 32 mégawatts devrait voir le jour à Neder-Over-Heembeek, grâce à l'entreprise néerlandaise KevlinX. Un projet soutenu par Citydev.brussels et Marc Decorte, ancien président de Beci, et qui pourrait permettre à Bruxelles de rattraper une partie de son retard et d'attirer des acteurs technologiques importants.

Valérie Zapico, CEO de Valkuren, une entreprise bruxelloise spécialisée dans les solutions big data et intelligence artificielle, observe : « Il faut être conscient-es que nous avons des géants de la data autour de nous, et que Bruxelles, en tant que cœur européen, doit avoir un rôle à jouer. »

Le dilemme énergétique : un frein au développement ?

Si le retard bruxellois est en partie lié à des choix politiques, il s'explique aussi par une contrainte technique : les data centers sont gourmandes en énergie. Ces infrastructures consomment de l'électricité à grande échelle. En effet, les data centers génèrent une chaleur importante qui doit être évacuée pour garantir leur bon fonctionnement, et ce

processus de refroidissement est énergivore. Dans un contexte où Bruxelles vise la neutralité carbone, cette consommation soulève des questions écologiques. « On ne sera jamais à du 100 %, mais il est possible de réduire l'empreinte carbone de ces data centers », Valérie Zapico.



La Belgique fait partie des pays les mieux connectés au monde

Thierry Geerts, CEO de Beci

À ce sujet, la CEO de Valkuren évoque également la conciliation entre la digitalisation et l'impact environnemental. Si le secteur des data centers suscite des préoccupations écologiques, elle voit des leviers à activer. « Il est possible d'utiliser des solutions comme les panneaux solaires ou les circuits d'eau pour réduire l'impact écologique de ces infrastructures », précise-t-elle. Toutefois, elle admet que ce défi de durabilité reste complexe et nécessite des compromis, en particulier entre performance énergétique et baisse de l'empreinte carbone.

Néanmoins, certaines pistes émergent, notamment la récupération de chaleur fatale pour alimenter le réseau de chauffage urbain. Aux Pays-Bas, des projets pilotes permettent déjà de chauffer des logements grâce à l'énergie résiduelle des data centers. Bruxelles pourrait s'inspirer de ces modèles

pour limiter l'empreinte écologique de ses futures infrastructures.

Bruxelles, sur l'échiquier international ?

« Il est impensable aujourd'hui de développer une économie sans être connecté digitalement », souligne Marc Decorte, ancien président de Beci. Les data centers pourraient bien positionner Bruxelles sur l'échiquier international, elle qui, pour l'instant, se situe derrière le « FLAP » (Francfort, Londres, Amsterdam et Paris) en matière de données. Avec son statut de capitale européenne et la présence d'institutions comme la Commission européenne et l'OTAN, Bruxelles a tout pour devenir un centre de données stratégique.

Seulement, pour y parvenir, elle devra trouver un équilibre entre performance technologique, respect de l'environnement et souveraineté numérique. Le projet de Neder-Over-Heembeek est un premier pas, mais il ne suffira pas. Pour la CEO de Valkuren, Bruxelles doit prendre conscience des enjeux numériques et saisir l'opportunité que représente les data centers. Si elle aura du mal à rivaliser avec les géants en termes de capacité brute, elle peut miser sur l'évolution technologique et l'innovation.

« C'est un challenge, mais ce n'est pas qu'une question de puissance de calcul », précise-t-elle. « Les modèles évoluent vers des solutions moins énergivores, ce qui pourrait permettre de trouver une bonne balance entre l'optimisation de la consommation d'un data center ».

Le défi est clair : faire de Bruxelles une capitale numérique sans sacrifier ni son indépendance, ni son engagement environnemental. Un équilibre délicat, mais essentiel pour son avenir économique. « C'est ainsi que Bruxelles saura faire la différence au niveau européen », conclut Valérie Zapico.

■ Era BALAJ
eba@beci.be

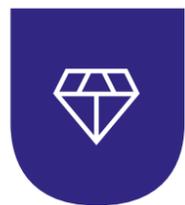


Le projet du Data Center de KevLinX à Bruxelles ? Beci s'est penché sur la question pour analyser ce qu'il pourrait représenter pour la Région et comment il pourrait repositionner Bruxelles sur l'échiquier international. Lisez l'article complet ici :



Rejoignez la communauté
Digital/AI de Beci





Grandir sans se perdre : quand l'entrepreneur·e devient apprenti·e DRH

Souvent synonyme de croissance, la nécessité de recruter est à priori une bonne nouvelle. Reste à dénicher les bons profils sans épuiser ses ressources financières, à mettre en place les premiers processus administratifs, à motiver et à déléguer sans perdre le contrôle. Le ou la starter se mue alors en DRH confronté·e à de multiples défis.



Amélie Alleman, Betuned

Le premier d'entre eux est d'attirer à soi des profils réellement alignés aux besoins et à la philosophie de l'entreprise. Un exercice qui passe par une identification claire des compétences nécessaires à la croissance du business. Mais aussi par la capacité à se rendre désirable aux yeux d'éventuel·les candidat·es en valorisant bien ses atouts. « Il faut pouvoir jongler entre un package salarial suffisamment attractif et les attentes en matière de flexibilité ou de mobilité. Mais, en parvenant à communiquer sa passion pour son projet ou sa technologie, un·e starter peut bénéficier d'un atout supplémentaire sur une grande entreprise », explique Amélie Alleman, fondatrice de la plateforme de recrutement Betuned.

Les intégrer...

Alors qu'elle était jusque-là quelque peu négligée, le confinement Covid a permis de mettre en lumière



Margot Féard, Inspirate

l'importance de l'intégration. Nombre d'employé·es recruté·es à cette époque ont en effet quitté très rapidement leur entreprise, au sein de laquelle ils n'avaient pu interagir qu'à distance. Aujourd'hui, un programme d'onboarding réussi – présentation aux équipes, formations aux outils, parrainage par un·e collègue, dialogues systématisés les premières semaines, ... - figure en haut de tout agenda RH.

Attention cependant, une intégration réussie passe aussi par la sensibilisation de toutes et tous. « Les PME recrutent souvent dans la précipitation, parfois plusieurs personnes à la fois, sans vraie stratégie. Sauf que quand l'équipe n'est pas prête à les accueillir, ça finit souvent en galère... », relève ainsi Margot Féard, fondatrice d'Inspirate, une plateforme de coaching pour PME et start-up.

...et les conserver

Small is beautiful? Pas exactement. Depuis quelques années la rétention et la motivation s'avèrent en effet tout aussi difficile à assurer dans les petites entreprises que dans les grandes. Pour Margot Féard, il s'agit même là du plus grand défi. « Les collaborateurs cherchent davantage de sens, de reconnaissance et de développement personnel. Or ces aspects font défaut dans des environnements très opérationnels où l'urgence du quotidien prend le dessus. Par souci d'efficacité immédiate, la formation y est souvent réduite aux *hard skills*, alors que les *soft skills*, pourtant essentielles, sont trop souvent mises de côté », observe-t-elle. Ainsi, il est opportun, dès les premières embauches, de mettre en place un véritable plan de formation qui renforcera l'engagement, la collaboration et l'adaptabilité de l'équipe, autant de leviers cruciaux pour grandir.

Mais dans des petites structures où la proximité est la règle, faut-il forcément systématiser des moments d'échanges et d'évaluation RH ? Pour les deux expertes, la réponse est oui. « Même informels au début, ils sont essentiels pour donner du feedback, fixer des objectifs et discuter de l'évolution », relève Margot Féard.

« Ce n'est pas parce que l'on est une petite structure qu'on se voit tout le temps, par exemple entre développeurs de solutions au bureau et vendeurs ou installateurs sur le terrain. Dans plusieurs entreprises, on ne vient plus au bureau qu'un jour ou deux par semaine. C'est donc d'autant plus important d'instituer des moments où on se pose pour discuter les sujets de développement personnel, pour régler des problèmes éventuels et vérifier qu'on est toujours aligné. Et plus encore avec des personnalités introverties », abonde Amélie Alleman, qui vient aussi de créer Jobloom, un service digital d'*employer branding*.

Les leviers d'une culture d'entreprise

Au-delà de leur dimension individuelle, ces échanges peuvent-ils servir de fondements à ce qui deviendra

plus tard une culture d'entreprise ? Margot Féard en est convaincue. « On me pose souvent la question du développement d'une culture forte avec peu de moyens », glisse-t-elle. Pour ce faire, l'experte identifie plusieurs leviers très concrets et accessibles.

D'abord, une communication transparente. Ainsi, même dans une petite équipe, il est crucial d'informer régulièrement les collaborateur·ices sur la vision, les objectifs et les décisions de l'entreprise. « Cela peut se faire via un point d'équipe hebdomadaire ou une newsletter interne simple. Un collaborateur qui comprend où va la boîte devient naturellement un ambassadeur », souligne-t-elle.

Ensuite, un esprit de co-construction. Impliquer en donnant la parole et en demandant les avis de l'équipe donne ainsi le sentiment à chacun·e d'avoir un vrai impact sur le projet d'entreprise.

Enfin, une pratique du feedback et de la reconnaissance qui ne se limite pas à des moments formalisés. Ainsi, quand ils sont à la fois constructifs et bienveillants, ces échanges favorisent l'amélioration continue et montre que l'on est écouté·e. « Valoriser les réussites, même petites, par un « merci », une mise en avant en réunion ou une attention simple - comme un déjeuner d'équipe – contribuent réellement à l'engagement », insiste Margot Féard, rappelant encore qu'une culture de l'échange spontané permet de traiter les problèmes rapidement, avant qu'ils ne s'enveniment.

Eviter l'administration chronophage

Enfin, étoffer une équipe, c'est aussi formaliser une série d'accords et de processus afin d'éviter les erreurs et les pénalités. Au-delà de la nécessité de s'équiper de contrats de travail rigoureux, incluant notamment les avantages et les clauses spécifiques comme la confidentialité ou la non-concurrence, l'entrepreneur·e se verra, dès son premier engagement confronté à de nouvelles obligations afin d'assurer la paie et toutes les formalités légales.

A commencer par les déclarations ONSS et le calcul des salaires. Il pourra pour cela s'appuyer sur un secrétariat social agréé, notre pays n'en manque pas. L'enjeu ? Eviter qu'une gestion administrative chronophage ne fasse oublier aux DRH en herbe la composante humaine – de loin la plus importante – de leur fonction. « Parce que la GRH, ça reste avant tout une question d'ouverture et d'empathie », conclut Amélie Alleman.

■ Philippe Beco
pb@beci.be

Rejoignez la communauté
Talents de Beci



Former, qualifier et réinventer : la nouvelle campagne d'EULEP

À partir de mai, la campagne EULEP se concentre sur les métiers en pénurie, en prouvant aux jeunes qu'ils ne sont pas dépassés. Au contraire, ils se réinventent grâce aux nouvelles technologies.

Quelle voie choisir après l'école ? Voilà une question qui taraude les jeunes générations. Si les options semblent infinies, l'orientation vers des études supérieures classiques n'est pas toujours la plus évidente. Et si, au lieu de cela, l'avenir se trouvait dans des parcours professionnels plus... diversifiés ? C'est l'ambition de la campagne d'EULEP, un projet européen soutenu par Beci, qui mise sur la valorisation de la formation continue pour réconcilier les jeunes avec les métiers qualifiants.

Joëlle Evenepoel, secrétaire générale de Beci, partenaire du projet, nous en dit plus : « L'objectif est de dépasser les clichés et de montrer que ces métiers sont tout sauf une solution de secours. Ce sont des métiers d'avenir. »

Traditionnellement modernes

Prévue pour le mois de mai, la campagne d'EULEP souhaite redonner à des métiers manuels, comme mécanicien ou plombier, une image plus moderne. Ces secteurs ne se pratiquent plus « à l'ancienne », mais évoluent et se réinventent, en intégrant des technologies de pointe comme l'intelligence artificielle. « L'idée est de faire comprendre aux jeunes que ces métiers professionnels sont aussi les métiers de demain et s'adaptent aux nouvelles réalités du monde du travail », explique Joëlle Evenepoel.

Pour cibler les jeunes, à partir de 18 ans, EULEP mise sur une série de vidéos dynamiques et immersives, conçues dans un format de *gamification*. « Nous voulons leur montrer que choisir un métier qualifiant, ce n'est pas renoncer à un avenir brillant, mais s'engager dans un avenir porteur », ajoute Joëlle.

Certification des compétences

La campagne mise sur des « mini-crédits » qui valident chaque étape de formation, en fonction des compétences acquises. « Ce n'est pas un diplôme final, mais une série de certifications qui permettent à l'apprenant-e de démontrer sa maîtrise d'une compétence », précise Joëlle Evenepoel.

D'après la secrétaire générale, ce système répond parfaitement aux attentes des employeur-euses qui recherchent avant tout des talents et des compétences réelles, plutôt qu'un diplôme académique. « Les entreprises recrutent des profils capables de se former tout au long de leur carrière. », conclut Joëlle Evenepoel. En résumé, la campagne veut démontrer qu'un métier qualifiant ouvre la voie à un avenir professionnel technologique et prometteur.



■ Era BALAJ
eba@beci.be



SABATO.

NEWSLETTER

VOTRE SOURCE D'INSPIRATION HEBDOMADAIRE



SCANNEZ LE QR CODE ET
RECEVEZ CHAQUE SEMAINE
LES DERNIERS HOTSPOTS
DANS VOTRE MAILBOX.

SUIVEZ-NOUS



Une réorganisation pour Bruxelles ? Non peut-être !

**Bruxelles est-elle vraiment à un point de rupture, au point de faire appel à une « PRJ » ?
Pas forcément. Et si la capitale était déjà en réorganisation, mais pas comme on le pense ?**



© Anne-Isabelle Justens

Paul Gérard et Pauline Deglume, à la soirée de rebranding chez Beci.

La scène se passe chez Beci. Une soirée de *rebranding*, quelques échanges autour d'un verre, et une phrase qui fait mouche : « Bruxelles en PRJ ». Paul Gérard, rédacteur en chef de l'Echo, et Pauline Deglume, journaliste spécialiste de la capitale, ont mis le doigt sur quelque chose. Ce n'est pas une annonce fracassante ni une déclaration alarmiste. Non, c'est un jeu de mots subtil. Une invitation à se demander : Bruxelles a-t-elle besoin d'une réorganisation judiciaire ? La capitale belge serait-elle à ce point à la dérive qu'une restructuration radicale serait nécessaire ?

Chez Beci, on a vu là une invitation à repenser la manière dont nous percevons Bruxelles. Plutôt que de la placer sous la lumière d'un diagnostic sombre, peut-être est-il temps de lui accorder la chance de se réinventer ? Mais attention, cette réinvention n'est pas synonyme de « réorganisation » dans un sens classique. Pas question de tout balayer pour repartir à zéro. L'idée ici, c'est de comprendre que Bruxelles est une capitale à haut potentiel, et elle mérite d'être perçue sous un autre angle.

Bruxelles en PRP : procédure de révision positive

La PRJ, ou procédure de réorganisation judiciaire, évoque souvent la fin d'un cycle, l'ultime recours pour les entreprises en difficulté. Et si on la détournait pour imaginer une PRP, une « procédure de révision positive » de Bruxelles ? Évidemment, Bruxelles a ses

défis. On ne les oublie pas : congestion, mobilité, sécurité, propreté, administration compliquée, inégalités sociales... et bien sûr, pas de gouvernement (cfr. page 3). Pour autant, faut-il condamner la capitale à un avenir morose ? Chez Beci, on dit non. Bruxelles n'est pas une région en faillite, mais elle a besoin d'être soutenue et encouragée dans son évolution. Ne dit-on pas que derrière chaque problème, il y a des solutions ?



Bruxelles, 5 fois capitale !

Prenons l'exemple de la mobilité. Plutôt que d'y voir une impasse, pourquoi ne pas considérer la congestion comme un signal ? Un signal qui pousse les acteurs publics et privés à repenser totalement la manière de circuler et de vivre la ville. Il ne s'agit pas uniquement de construire plus de routes ou de rêver d'un métro souterrain. Non, la vraie réponse réside dans un urbanisme intelligent, où la technologie et la connectivité sont au service des citoyen-nes. En somme, une Région multimodale, fluide, agréable.

Et puis... il y a les talents bruxellois

Ce qui distingue Bruxelles, c'est avant tout son capital humain. La ville regorge de talents, d'entrepreneurs

qui ont « la niac ». Ces forces vives sont trop souvent sous-estimées et masquées par une image de crise. Pourtant, ce sont elles qui feront briller Bruxelles dans le futur. Ces entreprises, ces startups investissant dans les secteurs de la tech, de la santé, de l'énergie verte, sont les moteurs d'une transformation qu'il ne faut pas négliger. D'ailleurs, on le voit dans les nombreux incubateurs et espaces de coworking qui naissent partout. Ces initiatives sont la preuve qu'à Bruxelles n'est pas en panne et que la volonté d'évoluer est bien présente.

Pas besoin de « réorganisation » à tout prix. Ce dont Bruxelles a besoin, c'est d'une révision de ses priorités, d'un soutien plus fort à ces talents. Des projets comme BeCentral, par exemple, illustrent cet écosystème dynamique qui met l'innovation au cœur du développement de la ville. C'est d'ailleurs ce que Beci s'efforce de faire chaque jour : encourager la collaboration, la création, l'entrepreneuriat.

Beci, jamais sans Bruxelles

Souvenez-vous, il y a quelques mois, Beci présentait sa nouvelle identité à travers son *rebranding*. Ce n'était pas qu'un coup de com', mais une façon de montrer son engagement à Bruxelles et ses entreprises. Une manière de dire que nous croyons en notre région, en son potentiel, en ses entrepreneur-es. Nous ne sommes pas là pour pointer du doigt ce qui ne fonctionne pas, mais pour travailler à des solutions. C'est dans cet esprit que nous soutenons les entreprises bruxelloises et nous encourageons les initiatives qui font avancer notre capitale.

Fini le temps du bashing

Bruxelles a été trop longtemps le bouc émissaire des critiques. On la juge sur ses défauts, sur ses dysfonctionnements, parfois à raison, mais trop souvent à tort. Cette vision négative alimente une spirale qui freine son essor. Il est temps de changer de prisme. Oui, Bruxelles a ses failles, mais elle a surtout des atouts à mettre en lumière.

Quelle autre ville peut revendiquer cinq statuts de capitale ? Capitale politique de l'Europe, de l'OTAN, de la Belgique, de la Flandre et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cela lui donne un titre qui témoigne de l'importance de Bruxelles à l'échelle mondiale.

Alors, Bruxelles en PRJ ? Non. Mieux que ça : Bruxelles en PRP. Une capitale qui se réorganise non pas par nécessité, mais par choix. Une capitale qui prend ses défis à bras-le-corps pour créer, inventer et transformer. Chez Beci, nous croyons fermement que Bruxelles n'a pas besoin de « restructuration », mais d'une révision réfléchie de ses priorités, menée par ceux qui la font vivre au quotidien. Et si nous arrêtons de voir Bruxelles comme un problème et commençons à la considérer comme une capitale à haut potentiel ?

Faillites et cessations d'activités : des solutions avant tout

L'écosystème de sauvetage des entreprises bruxelloises en détresse est aujourd'hui bien en place. Mais il lui faut des moyens pour fonctionner...



Paul Dhaeyer quittera bientôt ses fonctions pour présider le tribunal de première instance francophone de Bruxelles.

Parfois, il y a des problèmes que l'on peut prédire sans pouvoir les empêcher. Ainsi en va-t-il des insolvabilités d'entreprises en Belgique, dont les chiffres sont en sensible hausse ces dernières semaines, confirmant les craintes exprimées de longue date par les observateur-ices.

Plus encore que dans les autres régions, les indices sont particulièrement édifiants à Bruxelles. Il y a d'abord les faillites. En augmentation constante depuis le mois de septembre, elles ont culminé à 84 par semaine au début février, un taux très élevé qui ne s'est pas démenti depuis.

Cristallisation des difficultés et murs financiers

Au-delà de ces faillites, d'autres cessations d'activités plus discrètes se multiplient. En particulier les dissolutions judiciaires demandées par les créanciers institutionnels, dont l'ONSS et les autorités fiscales. Si l'on cumule ces deux chiffres, on arrive ainsi à un nombre record de 3.500 cessations d'activités à Bruxelles en 2024.

Ces chiffres alarmants résultent, en fait, d'un effet retard comme l'explique Paul Dhaeyer, président du tribunal de l'entreprise de Bruxelles. Au Covid et à la crise de l'énergie ont succédé l'inflation, l'indexation des salaires et l'augmentation des taux d'intérêts. Les premiers mois, les entreprises ont pu faire face, grâce à des financements contractés plus tôt. Mais aujourd'hui, ces dettes arrivent à maturité. Or les sociétés les plus fragiles ont entretemps épuisé leurs réserves. Face à des banques devenues plus prudentes et qui resserrent les conditions de crédit, elles n'ont plus la capacité d'assumer leurs remboursements immédiats, de sécuriser un nouveau financement ou même un refinancement de leurs dettes.

A bout de souffle, ces entreprises se retrouvent alors face un mur financier insurmontable.

A Bruxelles pire qu'ailleurs

Sévères, les chiffres de Bruxelles sont aussi liés à son tissu économique. Plus qu'ailleurs, on y trouve un grand nombre de commerces et de business dans la restauration, l'immobilier ou le transport... autant de secteurs particulièrement touchés. « Ils sont très exposés à l'indexation salariale. Les supérettes et commerces alimentaires doivent aussi respecter la chaîne du froid et ont souffert du coût de l'énergie. Le télétravail, les problèmes de mobilité et de sécurité ont clairement contribué », observe Paul Dhaeyer. Au final, le taux bruxellois d'augmentation du nombre de faillites est ainsi deux fois plus important que celui du pays dans son ensemble.

Ce qui inquiète le magistrat, c'est aussi que des sociétés bruxelloises de plus grande taille sont impactées. Au-delà du très médiatique exemple de Lunch Garden, on peut pointer Sicli. Placée sous administration provisoire à la fin 2024, l'entreprise d'extincteurs ucloise a finalement été sauvée au prix du licenciement de deux-tiers de son personnel. Et puis il y a les graves difficultés du groupe immobilier de Gérald Hibert, détenteur d'un impressionnant portefeuille de surfaces commerciales premium dans la capitale.

Médiation, obligations comptables et compétences

Face à ce constat dressé en commission des affaires économiques du parlement bruxellois il y a quelques semaines, Paul Dhaeyer et Pierre-Yves de Harven, juge au sein du tribunal de l'entreprise, ont formulé plusieurs propositions. Il s'agit d'abord de refinancer le dispositif de médiation de dettes d'entreprises en difficultés. « Il a contribué à sauver une centaine d'entreprises », insiste le premier. Autre proposition, la possibilité de recourir à un soutien comptable pro-deo, pour assurer un rôle clé dans l'accompagnement et le sauvetage d'entreprises en difficulté.

Le duo suggère encore la convocation des nouvelles sociétés après 3 ans afin de tirer un bilan de leur situation, ou encore un abaissement du seuil à partir duquel le bilan d'une PME devrait être approuvé par un-e commissaire aux comptes. « Face aux crises, il est vraiment important que les comptes déposés correspondent bien à la réalité économique et financière de l'entreprise. Cela ne coûterait pas cher mais permettrait de mieux anticiper des problèmes éventuels et, in fine, de gagner du temps et de l'argent », insiste-t-il.

Autant de pistes dont il restera au politique de saisir... une fois que Bruxelles aura son gouvernement.

Sauver des entreprises... et des vies

Au-delà de l'urgence économique, il y a aussi l'enjeu humain. Car derrière des entreprises qui s'effondrent, il y a autant d'entrepreneur-es en détresse. Paul Dhaeyer loue par ailleurs à ce sujet l'action de Beci, de la Pulse Foundation, et du dispositif de soutien psychologique *un pass dans l'impasse*. « Ce sont

parfois des personnes qui sont véritablement au bord du suicide que nous épaulons. Nous ne faisons pas que sauver des entreprises, mais aussi des vies », témoigne ainsi le magistrat devant la commission économique bruxelloise.

CEd Relance de Beci : solutionner mais aussi anticiper

« Planter sa boîte ne doit plus être perçu comme un échec mais la résultante, à un « moment T », de circonstances particulièrement difficiles. Pourtant, la faillite et les difficultés financières sont encore vécues comme un tabou - que nous voulons briser », explique Lisa Isnard, secrétaire générale de Beci face à cette même commission.

Le CEd Relance de Beci ne s'adresse pas qu'à l'entreprise en grande difficulté. Depuis deux ans, ses ateliers proposent des solutions juridiques, légales, financières et de gestion destinées aussi à anticiper au mieux des situations délicates, telles qu'une nécessaire transformation digitale, une crainte de stagnation économique dommageable ou une transmission.

Sur demande, l'anonymat peut être assuré. En fonction de ses questions et préférence, chacun-e sera orienté-e vers un atelier hebdomadaire, collectif ou individuel, où des expert-es se mettent à l'écoute avant de guider et surtout, apporter des solutions très concrètes à chaque situation. Par ailleurs, il faut savoir qu'en cas de difficultés avérées et profondes, la faillite n'est pas la seule issue possible.

Prévention, relance ou réorganisation judiciaire

A côté de ces ateliers, le CEd Relance a mis en place un cycle de formations «Prévention/Relance» afin de soutenir les entrepreneur-es, renforcer leurs compétences et faciliter leur relance à travers des exemples concrets et des conseils directement applicables. Ce cycle inclut également des groupes de soutien qui fournissent un espace de paroles et d'écoute bienveillante aux personnes en détresse. Plus d'infos sont disponibles sur le site de Beci.



En 2024, le CEd a traité plus de 900 dossiers. Il gère également un dispositif d'aide mis sur pied par la Région bruxelloise en 2021, et qui permet de couvrir 75% des frais liés à la préparation d'une Procédure en Réorganisation Judiciaire (PRJ). La procédure suppose la saisie du Tribunal de l'Entreprise, qui décrète une période pendant laquelle une société ne peut être déclarée en faillite et peut mettre en place un plan qui sera proposé à ses créanciers. Les dettes du passé sont automatiquement gelées. Souvent, la PRJ permet à des entreprises de « s'en sortir par le haut ». Le taux de sauvetage est en effet de 30%.

« Et si on se débarrassait de ses névroses ? »

Dans cette chronique, je vais vous proposer **une méthode simple pour vous débarrasser de toutes ces petites « névroses » qui vous pourrissent la vie** au quotidien. Je ne parle pas ici de névroses au sens psychiatrique du terme, mais plutôt de tous ces petits comportements compulsifs, manies, lubies et autres habitudes qui nous font perdre notre temps, notre concentration ou notre calme, qui nous stressent ou nous mettent une pression additionnelle parfaitement inutile dans nos vies déjà bien chargées.

Ces « névroses » sont issues de notre éducation, notre vécu, nos blessures, notre travail (on dit parfois « déformation professionnelle ») ou de la pression de la Société en général. **Certaines d'entre elles sont en réalité des addictions** – un terme utilisé de plus en plus souvent au-delà de la trinité tabac / alcool / drogues pour identifier les habitudes dont on ne parvient pas à se défaire.

» Faire son « scan névroses »

La première étape est de **faire votre « scan névroses »**, c'est-à-dire d'essayer de les identifier par vous-même. Ce n'est pas un processus facile, tant elles sont ancrées en nous et dans notre quotidien. Pour y parvenir, passez en revue vos journées et vos semaines, de A à Z, en prenant un maximum de recul par rapport à vous-même, vos habitudes, votre métier, votre famille.

Commençons par les **rituels du matin**. Vous vous réveillez plus tôt que vous ne devriez, de sorte à vous adonner à une série de tâches qui pourraient être faites à un autre moment, ou tout simplement supprimées ? Vous mangez tous les jours exactement le même petit déjeuner, même si vous savez qu'il n'est pas

très équilibré ? Vous vous sentez obligé de consulter les news ou les réseaux sociaux « first thing in the morning », alors que ça vous déprime ? De répondre à vos emails en faisant caca, même si ça vous constipe ?

Au boulot, besoin d'un café pour démarrer, alors que ça vous rend hyper nerveux ? Besoin d'une pause clope ou sucrerie, alors que vous savez que c'est mauvais pour vous ? Vous répondez à vos emails toutes les trois minutes, même si ça détruit votre concentration ? Vous regardez tout le temps les réseaux sociaux ou les news, même en marchant ou pire en conduisant ? Vous vous sentez obligé de toujours parler beaucoup en réunion, même si ça énerve tout le monde ? Vous ne pouvez pas vous empêcher de ragoter sur vos collègues, même si ça pourrait l'ambiance de travail ? Vous vous plaignez de tout ce qui ne fonctionne pas comme vous le souhaitez, alors que globalement votre cadre de travail est plutôt satisfaisant ?

De retour à la maison, vous ne cessez de faire des remarques à vos enfants ou à votre conjoint, même si ça perturbe l'équilibre familial ? Un apéro vous semble indispensable pour lâcher prise, alors que vous savez que ce n'est pas bon pour vous ? Vous mangez tous les jours précisément à la même heure, quitte à vous mettre une pression de dingue pour tout préparer ? Vous vous sentez obligé de regarder le journal télévisé, même s'il vous semble anxiogène ? Vous ne pouvez pas vous passer de quelques épisodes quotidiens de votre série du moment, même si ça vous pousse à aller dormir trop tard ?

Ce ne sont que des exemples, peut-être complètement à côté de la plaque en ce qui vous concerne, car **nous sommes tous différents**. Personne n'est mieux placé que vous-même pour



© Frédéric Raevens

Par Giles Daoust,
Entrepreneur et écrivain

identifier vos névroses. Une chose est sûre : **si vous vous en débarrassez, vous vous sentirez plus léger. Plus libre**, en fait.

Alors comment procéder ?

1. Après avoir fait votre **« scan névroses »**, **choisissez-en maximum 3**, et notez-les quelque part, bien en vue (post-it sur votre bureau ou votre frigo, note sur votre téléphone...)
2. Mettez-vous en embuscade : **guettez** en permanence l'apparition de ces névroses !
3. Dès qu'elles pointent le bout de leur nez : sautez-leur dessus et tuez-les ! Vous êtes sur le point de vous adonner à une névrose ? **Faites l'effort conscient de ne pas y céder !** Respirez un grand coup avec le ventre, et passez à autre chose.

Faites le test pendant une journée, une semaine, un mois. **Prenez un malin plaisir** à faire la chasse aux névroses, et à les assassiner une à une avec une cruauté machiavélique. Vous verrez, ça finit par devenir jouissif, et **vous ressentirez à chaque fois une libération**.

» Faire l'effort conscient de ne pas céder à ses névroses

Chaque névrose vaincue est une victoire. Et lorsque les 3 premières seront définitivement derrière vous (cela vous demandera sans doute un peu de temps et de persévérance), passez aux 3 suivantes, et ainsi de suite. A chaque étape, vous vous sentirez beaucoup mieux. ¡Viva la revolución!

L'interview petit dej' : ING Belgique, le partenaire qui s'implique

Quoi de neuf

Chaque jeudi matin, les conseiller·ères ING Belgique sont là, café à la main, pour répondre aux questions des entrepreneur·es présent·es au Good Morning 500. Un projet d'investissement ? Une question de trésorerie ? Une idée à challenger ? Nous avons rencontré Can Arslanlar, manager des PME.



Can Arslanlar, manager des PME chez ING Belgique (gauche), lors de la présentation des services ING au Good Morning 500.

ING Belgique est le nouveau partenaire financier de Beci (voir page 22). « Nous sommes membre de Beci depuis de nombreuses années, et grâce à notre nouveau partenariat, nous avons aujourd'hui une présence plus forte et un vrai sentiment d'appartenance à cette communauté », confie Can Arslanlar, manager des PME chez ING Belgique. Et cela, il nous l'a révélé au Good Morning 500, le rendez-vous petit dej' des entrepreneur·es à l'Avenue Louise.

Dorénavant, tous les jeudis, vos conseiller·ères seront présent·es au Good Morning 500. Vous étiez déjà venus auparavant ?

Pour ma part, c'est la seconde fois que je viens au Good Morning 500, et je trouve l'ambiance très

chaleureuse. Dans un cadre informel et détendu, on a l'opportunité de networker, mais aussi de rencontrer des entrepreneur·es bruxellois·es de tous secteurs confondus. C'est aussi une belle occasion de parler d'ING Belgique au-delà de son image de banque de crédit et d'assurances. En réalité, nous avons de nombreux départements internes qui travaillent en coulisses pour servir les entrepreneur·es.

Quelle mission se donne ING Belgique pour soutenir les entrepreneur·es bruxellois·es ?

Notre mission est avant tout d'être proches des entrepreneur·es, qu'ils ou elles soient client·es ING ou non. Nous avons des équipes spécialisées et des conseiller·ères expert·es dans différents domaines pour répondre à leurs besoins variés. Nos services



18 Quoi de neuf

couvrent un volet assez large : du financement aux assurances, en passant par la gestion de trésorerie, les placements ou encore des conseils juridiques sur des sujets comme la transmission de sociétés ou la planification successorale. Nous savons aussi qu'un-e entrepreneur-e a une vie privée et, de ce fait, nous travaillons main dans la main avec nos collègues de Private Banking et Personal Banking pour aider sur tous les aspects, professionnels et personnels.



Conseillères ING présentes au Good Morning 500 du 20/03/2025.

ING est souvent associée à la banque au crédit et aux assurances, mais vos services pour les entrepreneur-es vont bien au-delà, pas vrai ?

Exactement. Nous avons énormément de services gratuits pour les entrepreneur-es, qu'ils ou elles soient client-es chez ING ou non. Que ce soit la transmission de société, gestion de patrimoine, planification successorale, etc., on pourrait penser que ce sont des conseils payants, mais en fait non. Les seuls frais qu'il y a, ce sont les frais de compte comme dans toutes les banques. À travers notre présence au Good Morning 500, nous souhaitons justement faire savoir que nos services sont à disposition des membres de Beci et des entrepreneur-es bruxellois-es. Nous sommes là pour répondre à leurs questions d'ordre bancaire.

Les entrepreneur-es ont accès à ces informations lors des Good Morning 500, chez Beci. Toutefois, s'ils ratent le rendez-vous, comment vous contacter ?

C'est très simple. Si l'entrepreneur-e a un-e chargé-e de relations, il ou elle peut directement prendre contact avec elle/lui via différents canaux comme notre site web ou l'application bancaire ING. Si ce n'est pas le cas, l'entrepreneur-e peut toujours prendre rendez-vous en passant par notre service clientèle,

que ce soit par téléphone, en ligne ou en se rendant dans l'une de nos agences bancaires. Et puis, bien sûr, nos conseiller-ères sont présent-es tous les jeudis au Good Morning 500.



Vous avez des questions d'ordre bancaire ou vous souhaitez simplement échanger avec l'équipe ING sur vos projets ?

Rendez-vous chaque jeudi matin au Good Morning 500, de 8h à 9h30 à l'Avenue Louise 500 ! Inscrivez-vous dès maintenant :



■ Era BALAJ
eba@beci.be



ING 

La terrasse de Beci rouvre ses portes : prête à en profiter ?

Avec l'arrivée des beaux jours, la terrasse de Beci reprend du service. Un espace à ciel ouvert au 500 avenue Louise, pour échanger, réseauter et profiter des bons moments au cœur de Bruxelles.

Il flotte comme un air d'été chez Beci. Les températures remontent, les rayons du soleil chauffent doucement, et voilà que notre terrasse au 500 avenue Louise fait son grand retour. C'est le moment où, enfin, on peut se retrouver dehors, prendre un café, discuter de projets et réseauter en plein air. Des rooftop parties aux soirées networking, en passant par les matinées pep's du Good Morning 500, la terrasse de Beci a vu défiler de beaux moments. Et la bonne nouvelle, c'est que ce n'est que le début.

La terrasse comme vous l'attendiez !

L'année dernière, la terrasse a vu défiler toute la communauté Beci. Que ce soit pour les Rooftop Parties de l'été, où les verres se levaient entre entrepreneur-es et collègues de quelques minutes, ou encore les lunchs de bienvenue pour les nouveaux

membres et les petits déjeuners en plein air, les idées ont fusé sur la terrasse ! Ces événements sont l'occasion de créer des connexions, de découvrir des projets en cours et de tisser des liens qui dépassent le cadre habituel du bureau. Et cet été, on remet ça !

Le rooftop vous attend... et nous aussi !

La réouverture est pour bientôt ! La date du premier grand rendez-vous rooftop reste à confirmer, mais nous vous tiendront au courant. En attendant, l'agenda Beci ne ralentit pas. Les événements continuent, les portes restent ouvertes, et il y a toujours une bonne raison de passer nous voir. Restez connecté-es... et à très vite sur le rooftop !



Les espaces Beci sont ouverts et accessibles toute l'année !

Bien sûr, la terrasse n'est pas le seul endroit où les membres peuvent se retrouver. Beci met à disposition ses salles, parfaites pour organiser des réunions, séminaires ou simplement des sessions de travail. Ces espaces sont pensés pour vous offrir un environnement propice à la collaboration et aux échanges ! Plus d'informations ici :



■ Era BALAJ
eba@beci.be



Fiers de travailler. Fiers d'être Daoust.



daoust

Chez Daoust, nous donnons chaque année du travail à **50.000 personnes**. Vous aussi, rejoignez la grande famille sur www.daoust.be

Daoust, Welcome to the Family!



INTERIM & RECRUITMENT • CAREER MANAGEMENT • HOME SERVICES

Export woes?

Let the EEN help

Today's landscape of exports and imports has in many ways become simpler thanks to the European single market. However, that's only one piece of the pie. Exporting and importing can still be a mish-mash of conflicting information and requirements depending on which countries and markets you wish to target. If only there were a support network out there designed to help SMEs thrive on the global market... But wait, there is!



Jean-Philippe Mergen, Directeur Internationalisation Enterprise Europe Network Brussels.

The Enterprise Europe Network (EEN) was launched with Beci and Hub.brussels by the European Commission in 2008 to promote internationalisation and innovation among European SMEs. It is **a network of business support organisations** spread across more than 60 countries. Simply put, the EEN helps SMEs who wish to sell their products internationally actually succeed in doing so, whether they need support with exporting, importing, finding new suppliers or re-exporting goods. To do this, an extensive international network of experts work together to share key information and provide personalised support to SMEs.

The EEN offers basic and advanced services depending on the needs of the business. These can be broken down into three main categories: information, advice and partnering support. Jean-Philippe Mergen, director of internationalisation at Beci and manager of Enterprise Europe Brussels (the local EEN contact point for the capital region) tells us more.

A real network

Companies with a specific question relating to importing or exporting can contact their local EEN branch to get an answer. "When we get a question on a specific market or specific regulation, we contact our colleagues in the country who can give us the right information," explains Mergen. For example, a company exporting textiles to the Canary islands needed to know whether they needed a certification for each product due to new regulations on textile waste in the region. "I contacted my counterpart there and got a very detailed answer about what the company must do to comply with local authorities."

Exporting advice

The EEN can also provide further advice, coaching companies to create an action plan. "We start with an intake assessment of the company to understand more about their business, what they do and what they want to achieve. We also assess their capacity to internationalise. If they're not ready, we give them a lot of advice so that they better understand what they have to do."

Companies may be overambitious when they set out, but Mergen recommends narrowing the scope in order to set specific goals. In the end, the goal may be to export all over the world but it can be better to start small. Within the European Union, there are no customs to contend with but beyond its borders, there are a host of different rules and regulations, import and export taxes, and new paperwork to comply with. The EEN helps SMEs obtain the right information on the rules they need to comply with in order to export to a specific country.

Partnership opportunities

The third way in which the EEN can help is by supporting companies in their quest for new business contacts. Some companies may be looking for new franchises, a distributor, importer or commercial agent. The EEN has an online partnership platform with thousands of company profiles from all over the world. These profiles are posted by EEN experts, such as Jean-Philippe Mergen at Beci, making them anonymous. With all initial contact going through EEN experts, companies don't waste time filtering out unsuitable partnership opportunities. Once a potentially beneficial partner has been identified, it is up to companies to come to an agreement and sign a contract (for which advice can also be given).

Mergen emphasises that **the strength of the EEN is that it is a network**. "I have more than 2,500 contacts all over the world, doing the same as me. I can contact them directly with the needs of the company and its profile to get specific information or partnership opportunities tailored to them."

While the EEN puts the expertise of its network at the service of SMEs, it also gives SMEs the opportunity to expand their own network through matchmaking events: B2B meetings between companies, often at trade fairs. These meetings are organised in advance using an online platform where companies fill in their profile and ask for meetings with their target companies.

An invaluable service for SMEs

Although it sounds as if all of these business opportunities and support must come at a premium, these services are free of charge for SMEs. The EEN is co-financed by the EU (funding 60% of the project)

and the network's organisations themselves (who fund the remaining 40%). This means that SMEs can receive invaluable and highly relevant information for no cost. "In return, we ask companies to give us feedback. We trace every service we provide in order to analyse the benefit for the company," explains Jean-Philippe Mergen. "It's not just about giving companies lots of addresses and foreign contacts but trying to help the company until they achieve some results."

Even companies who already have robust export-import activities may benefit from the EEN's services. Mergen recalls lots of uncertainty among SMEs due to shifts in the geopolitical landscape. Brexit, for instance, meant that a lot of companies were suddenly having to deal with customs, taxes, CE marking and the equivalent marking system in the UK. Three years ago, when Russia invaded Ukraine, businesses were unsure whether they were still permitted to trade with Russia and how to organise payment. The new tariffs being imposed by the United States on European goods will surely keep many companies on their toes, but the EEN can help as details continue to emerge.

There is lots of assistance out there for SMEs but it's a case of knowing where to look. "Often companies don't know what resources are available to them," Mergen points out. The EEN can help point SMEs in the right direction.

Jean-Philippe Mergen offers a parting piece of advice for companies looking to expand their export operations: "I always advise companies to check whether the EU has a free-trade agreement with the target country. Vietnam, Singapore, Mexico and Canada, for example, have a free-trade agreement with the EU. This means that companies can benefit from lower import duties when they export to these countries, giving them a competitive advantage over competitors in non-EU countries."

■ Alanah Reynor
alanah@alanah-reynor.com



The EEN in Brussels – Enterprise Europe Brussels – is run jointly by Beci and hub.brussels. While hub.brussels offers support with innovation, Beci helps businesses with their internationalisation and importing-exporting objectives.

Check www.brusselsnetwork.be for more information or contact international@beci.be to get personalised advice.



Internationaliser son business : les do's & dont's

La digitalisation et l'e-commerce ont transformé les échanges. Au-delà du simple export tel qu'on le concevait il y a dix ans, une stratégie à l'international se décline aujourd'hui sous bien des formes.



Gregoire de Hemptinne, Shayp

Droits de douanes en pagaille, screening des investissements étrangers, barrières réglementaires, mouvements de démondialisation... Le moins que l'on puisse écrire, c'est que le contexte international actuel n'est à priori pas très porteur pour les entrepreneur-es qui souhaitent étendre leurs activités à l'international. C'est ignorer qu'aujourd'hui, selon les derniers chiffres de Hub.brussels, 87% des exportations de biens bruxellois sont destinées aux pays européens, un espace économique sûr, stable et bien intégré.

Digital et humain

Pour autant, le commerce international a radicalement évolué ces dernières années. Il y a d'abord l'impact de l'e-commerce, qui représente aujourd'hui 21% des ventes au détail dans le monde, d'après Statista. Plus largement, la digitalisation a transformé la façon dont on conçoit et délivre de la valeur et modifié profondément les *business models*. Commercer à l'international demeure cependant une affaire de relations. Co-développement de produits et services, accords de recherche, de franchise, de formation ou de distribution... : le contact humain reste essentiel pour établir des partenariats solides basés sur la confiance.

Opportunités

Étendre son marché et diversifier son risque commercial

S'internationaliser, c'est d'abord identifier des marchés dont les besoins correspondent à votre proposition de valeur. La *tech* bruxelloise Shayp permet de monitorer et d'optimiser la consommation d'eau de grands bâtiments. Elle réalise 30% de son

chiffre d'affaires à l'étranger. « Un des facteurs clés que nous analysons est le coût de l'eau par rapport au pouvoir d'achat moyen. Les pays où l'eau est perçue comme chère sont forcément intéressants. Avec l'aide de Hub.brussels, Beci, FIT ou l'Awex, nous regardons aussi les régions où l'on trouve des incitants publics à l'investissement dans la sobriété, ou les acteurs dont la continuité du business est affectée par une pénurie », explique Gregoire de Hemptinne, son CEO.

Un marché étranger réduit aussi la dépendance aux seuls résultats domestiques. La diversification devient alors synonyme de minimisation des risques et d'économies d'échelles. C'est le cas de Leonidas, présent dans 40 pays dans le monde via un réseau de franchises. Non surgelées, ses productions sont très sensibles aux conditions de transports. Le chocolatier a pourtant conservé l'ensemble de ses capacités en Belgique. « Le chocolat belge a une réputation incroyable dans le monde entier. Notre label *Made in Belgium* est donc crucial et on ne veut pas l'abimer en produisant ailleurs », explique son CEO, Philippe de Selliers.

Accéder aux talents internationaux

Regarder par-delà les frontières permet aussi de s'ouvrir l'accès à une plus grande diversité de talents. C'est ainsi qu'a procédé Greenomy, la plateforme de reporting ESG dont le cœur battant est à Bruxelles mais dont un tiers des collaborateurs-rices réside hors Belgique. « Dès la création, nous nous sommes considérés comme une boîte européenne et pas belgo-belge. Aujourd'hui, notre équipe compte une cinquantaine de nationalités différentes », se réjouit Alexander Stevens, son CEO.

Apprendre et innover

Parce qu'elle pousse les équipes à s'adapter à de nouvelles réalités ou à concevoir de nouvelles solutions avec des partenaires locaux, l'ouverture à un marché étranger peut aussi devenir vecteur d'agilité, d'apprentissage et d'innovation. « Fournisseurs ou consultants en gestion de l'eau ou d'énergie, nous travaillons avec des spécialistes qui connaissent parfaitement leur marché. Les échanges sont permanents et leurs feedbacks nous aident à améliorer notre technologie », confie Gregoire de Hemptinne. « Je reviens du

salon international Aquatec. De tels événements permettent aussi de sentir comment le marché, les acteurs et la technologie évoluent », ajoute-t-il.

Renforcer sa marque

Lui donner un rayonnement international assoit également la puissance d'une marque. « Souvent, nous sommes spontanément contactés par des candidats franchisés de nouveaux pays exotiques qui veulent travailler avec nous, simplement de par la réputation de Leonidas », glisse Philippe de Selliers.

Le premier conseil, c'est d'exploiter d'abord au maximum son marché local

Philippe de Selliers

Défis

Ne pas fragiliser ses finances

Explorer puis exploiter un marché étranger requiert parfois des investissements fragilisant l'équilibre financier. Les taux de change sont aussi porteurs de risque. Par exemple, si celui-ci évolue défavorablement entre le moment où un contrat est signé et celui où le paiement est effectué, ou si un euro devenu trop fort rend votre production plus chère à l'étranger, donc moins compétitive. Sans compter les questions de fiscalité locale ainsi qu'une planification qui peut devenir difficile à élaborer pour votre responsable financier-ère.

Assumer les complexités réglementaires

La complexité des cadres juridiques et réglementaires locaux est un autre obstacle, en particulier si l'on vise un marché non-européen. « Notre stratégie a évolué à cet égard. Lorsque j'ai pris la direction il y a 8 ans, nous pensions étendre Leonidas tous azimuts. Mais un développement hors Europe comporte de nombreux coûts cachés », illustre Philippe de Selliers. « Même présents du Chili au Canada, la Malaisie ou le Japon, nous privilégions les marchés européens, où le potentiel reste énorme et où des aspects clés sont sous contrôle, en particulier la simplicité juridique et douanière et le fait que nous partageons, avec la plupart des pays, la même monnaie », poursuit-il.



Philippe de Selliers, Leonidas

Jongler avec des réalités de marché différentes

Il ne faut pas non plus sous-estimer les risques culturels et de marché. En effet, exporter, c'est aussi potentiellement s'exposer à des barrières de communication, à d'importantes différences dans les pratiques commerciales ou à un mauvais choix de partenaires. Afin de préserver la qualité de ses chocolats, Leonidas impose à ses distributeurs, responsables de l'acheminement, un cahier de charge très strict. « Avant de conclure un accord avec un *master-franchisé* local, nous exigeons un business plan que nous analysons rigoureusement. Quatre sur cinq ne passent pas la rampe. L'analyse de marché est très importante car nous voulons aussi que Leonidas permette à ses détaillants de bien gagner leur vie et d'être heureux », confie Philippe de Selliers, qui ajoute : « Vendre à l'étranger peut être compliqué et vous disperser.

Le premier conseil, c'est donc d'exploiter d'abord au maximum son marché local ». Un choix assumé par la biscuiterie Dandoy qui, guidée tant par la durabilité que la rentabilité, annonçait récemment se retirer du grand export au profit des marchés de proximité. First things first, disent les anglo-saxons...

■ Philippe Beco
pb@beci.be

Rejoignez la
communauté
International
de Beci



ING en Beci: een partnership voor ondernemers

We kennen het als een grote, solide en goed gevestigde bank. Maar ING België is ook een actieve speler die zich inzet voor ondernemers. Sinds februari 2025 is de bank de exclusieve financiële partner van Beci.



Het ING-team aanwezig op de rebrandingavond van Beci. © Reporters.

Achter de cijfers – 150 jaar geschiedenis, 6.000 medewerkers, 3,5 miljoen klanten – gaat de betrokkenheid van ING België veel verder dan traditionele bankdiensten en richt het aanbod zich ook op ondernemingen. “We willen onze klanten helpen om een stap voor te blijven in zowel hun professionele als hun persoonlijke leven”, legt Can Arslanlar, SME Manager bij ING, uit. Van het zoeken naar financiering tot cashmanagement en juridisch advies, de bank wil het leven gemakkelijker maken voor ondernemers, of ze nu een snelgroeiende start-up zijn, een gevestigde kmo of een zelfstandige die op zoek is naar stabiliteit.

ING België, dat al meerdere jaren lid is van Beci, tilt de samenwerking naar een hoger niveau door de exclusieve financiële partner van Beci te worden voor de komende drie jaar. Het is een logische samenwerking tussen twee spelers die dezelfde visie delen: ondernemerschap in Brussel ondersteunen en het lokale ecosysteem versterken.

Strategische samenwerking, lokale impact

“We delen sterke waarden met Beci: een liefde voor ondernemerschap, innovatie, duurzaamheid en lokale economische ontwikkeling,” benadrukt Can Arslanlar. “Vroeger waren we er vooral om te



Van links naar rechts: Delphine Prion, ING Banker Manager - Thierry Geerts, CEO van Beci, Can Arslanlar, SME Manager bij ING. © Reporters

netwerken. Vandaag willen we een stap verder gaan: evenementen co-organiseren, onze expertise ten dienste stellen van Beci-leden en ervoor zorgen dat deze samenwerking echt voordelig is voor beide partijen.”

Concreet betekent dit partnership een sterkere aanwezigheid op Beci-evenementen, in het bijzonder de Good Morning 500, waar ING met ondernemers praat over hun dagelijkse uitdagingen (zie pagina's 17-18). De twee partners willen een volwaardig uitwisselingsplatform creëren tussen experts van ING België en ondernemers, om praktisch advies op maat aan te bieden. “Het idee is dat Beci-leden kunnen profiteren van onze financiële inzichten, maar ook dat onze klanten de ondersteuning ontdekken die Beci biedt”, legt de kmo-adviseur uit.

ING-diensten voor ondernemers

ING België biedt een reeks diensten aan die ontworpen zijn om te voldoen aan de behoeften van ondernemingen van elke grootte: van micro-ondernemingen en kmo's tot vrije beroepen en snelgroeiende scale-ups. Net als Beci zet de bank zich actief in voor de ecologische transitie en biedt ze flexibele commerciële kredieten voor duurzame projecten. ING België werkt ook samen met partners zoals Finance & Invest Brussels om financieringsoplossingen aan te bieden op maat van de behoeften van lokale bedrijven.

Cashmanagement is ook een van de prioriteiten van ING, met intuïtieve digitale tools die het voor ondernemers gemakkelijk maken om hun bedrijf te beheren. “We leggen bijzondere nadruk op digitalisering en duurzaamheid. Onze klanten moeten hun bedrijf altijd zelfstandig kunnen beheren. Daarom hebben we een intuïtief platform ontwikkeld dat het zo gemakkelijk mogelijk maakt om online transacties uit te voeren”, aldus de kmo-adviseur van ING.

Ondernemers kunnen ook profiteren van de verzekeringsoplossingen van ING om hun bedrijf te beschermen tegen het onverwachte. Tegelijkertijd biedt de bank haar expertise aan op het gebied van juridisch en strategisch advies, in het bijzonder voor bedrijfsoverdrachten, subsidieaanvragen en successieplanning.

Het partnership krijgt vorm

Slechts enkele maanden na de lancering begint deze samenwerking al vruchten af te werpen en richten ING en Beci hun blik op de toekomst. Samen willen ze hun steun aan Brusselse bedrijven versterken tegenover economische, ecologische en technologische uitdagingen. “Dit partnership heeft een zeer goed momentum bereikt”, zegt Can. “Met Beci hebben we een gedeelde visie: onze expertise bundelen om concrete oplossingen te bieden aan ondernemers. Hij benadrukt: “We willen daar zijn waar het telt, met oplossingen op maat.”



Philippe Wallez van ING België stelt het partnership met Beci voor, tijdens Beci's rebranding. © Anne-Isabelle Justens

Het partnership tussen ING en Beci wil een actieve rol spelen in de ondersteuning van Brusselse bedrijven. En voor ondernemers is dat uitstekend nieuws: meer diepgaande, meer toegankelijke ondersteuning die bovenal is afgestemd op hun werkelijke behoeften. Thierry Geerts, CEO van Beci, bevestigt: “We zijn verheugd om ons partnership met ING, dat al lang lid is van Beci, te versterken. Dankzij deze samenwerking kunnen we onze inzet voor de Brusselse economie verder vergroten en onze leden nog beter begeleiden bij de uitdagingen van een steeds veranderende wereld.”

■ Era BALAJ
eba@beci.be

ING 

À venir

ESG For All : Politique climatique, quelle place pour les entreprises bruxelloises ?

Avec l'entrée en vigueur de la directive européenne CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), les entreprises doivent désormais rendre des comptes sur leurs pratiques en matière d'environnement, de social et de gouvernance. En tant que PME, vous êtes directement concernées. Pour vous aider à en comprendre les enjeux et la politique climatique, Beci vous invite à « ESG for All », un événement organisé chaque deuxième mardi du mois qui aborde l'ESG sous toutes ses formes. Pour cette deuxième édition prévue le 8 avril, Jean-Luc Crucke, ministre de la Mobilité, du Climat et de la Transition environnementale, et Magali Frankl, directrice de The Shift, partageront leurs réflexions sur la collaboration entre entreprises et sphère politique. Rejoignez-les de 8h30 à 11h chez Beci !



Jean-Luc Crucke, ministre de la Mobilité, du Climat et de la Transition environnementale, et Magali Frankl, directrice de The Shift, partageront leurs réflexions sur la collaboration entre entreprises et sphère politique. Rejoignez-les de 8h30 à 11h chez Beci !



Info-session pour les indépendant-es en devenir avec Partena Professional



Vous souhaitez devenir indépendant-e, mais vous hésitez encore ? Lancer

son activité peut sembler compliqué, mais c'est souvent plus accessible qu'on ne le croit ! Pour vous le prouver, notre partenaire Partena Professional organise un webinaire qui vous fournira toutes les informations et conseils nécessaires pour démarrer sereinement en tant qu'entrepreneur-e. Au programme : comprendre le statut d'indépendant-e, connaître les démarches à suivre pour entreprendre et tout savoir sur les cotisations sociales. Le webinaire se tiendra le 16 avril 2025, de 11h30 à 12h30. Faites un premier pas dans l'entrepreneuriat et inscrivez-vous dès maintenant ! D'autres sessions sont également prévues les 25 juin, 3 septembre, 8 octobre et 10 décembre 2025.



ESG Boost : Lancement 1^{ère} cohorte 2025

Aujourd'hui, face aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux, les entreprises doivent accélérer leur transformation ESG. Pour les soutenir, Beci, en collaboration avec Pulsitive Impact et des acteurs engagés tels qu'Ignéo, D-Carbonize, SensUp, Elpix, Partena Professional et 21 Solutions, lance « ESG Boost », un programme d'accompagnement spécialement conçu pour les PME bruxelloises. Ce parcours collectif aide les entreprises à structurer leur transition durable,



de l'évaluation de leur impact carbone à la mise en place d'actions concrètes en matière d'écologie, de gouvernance et de responsabilité sociale. Les entrepreneur-es bénéficieront également d'un soutien personnalisé de la part d'expert-es.

Alors, inscrivez-vous à la prochaine cohorte dès maintenant !



Comment réussir votre faillite ?

Rebondir après une faillite n'est jamais simple, mais ce n'est pas une fin en soi. Chez Beci, nous avons souvent montré qu'il est possible de « bien réussir sa faillite », à travers des témoignages d'entreprises et d'expert-es sur notre blog. Pour aller plus loin, nous vous invitons à une séance d'information en collaboration avec Revival, un programme d'accompagnement dédié aux entrepreneur-es en difficulté. Durant cette session, vous découvrirez vos droits sociaux, les solutions pour alléger vos dettes et les pistes pour rebondir professionnellement. Rendez-vous le 14 avril par visioconférence, avec Sébastien Hamende, directeur du programme Revival à Bruxelles et en Wallonie :



Leadership & Growth : quel-les leaders pour demain ?

Les équilibres économiques bougent, les attentes sociétales grandissent, et les entreprises doivent s'adapter. Le leadership évolue avec son temps. Comment repenser les modèles, innover en management et renforcer la compétitivité européenne ? La troisième édition du Forum AION 2025, co-organisé par Beci, rassemble le 24 avril des dirigeant-es et expert-es des quatre coins

de l'Europe pour en débattre à Bruxelles. Cette année, le thème est « Quel-les dirigeant-es pour demain ? ». Panels, échanges, perspectives et interactions sont au programme de cette journée dédiée aux leadership. Rendez-vous au Mix Brussels, Boulevard du Souverain 25, de 16h à 20h. Réservez votre place dès maintenant :



Entrepreneur-e : et si vos émotions devenaient un atout ?

Prendre des décisions, gérer l'incertitude, affronter le stress... L'entrepreneuriat met les nerfs à rude épreuve. Mais plutôt que de les subir, pourquoi ne pas apprendre à en faire une force ? C'est tout l'objectif de l'atelier « Émotions et décisions : une question d'équilibre ». À travers des échanges interactifs et des mises en situations, vous apprendrez à mieux comprendre vos émotions pour qu'elles vous aident à décider plus sereinement. Un moment d'échange, de réflexion et de prise de recul, pour entreprendre avec plus de clarté et de confiance. Nos expert-es en entrepreneuriat et santé mentale vous donnent rendez-vous chez Beci, le 15 avril 2025. Inscrivez-vous maintenant !





do your thing

34 clients, 27 factures, 1 outil digital. Malin.

**Gérez aussi votre facturation sans souci
sur Business'Bank.**

**ING Invoice
Manager
gratuit***



Devenez client sur ing.be/monentreprise

*En tant que client Business ING, vous ne payez pas de frais pour la version standard d'ING Invoice Manager. Infos et conditions sur ing.be.